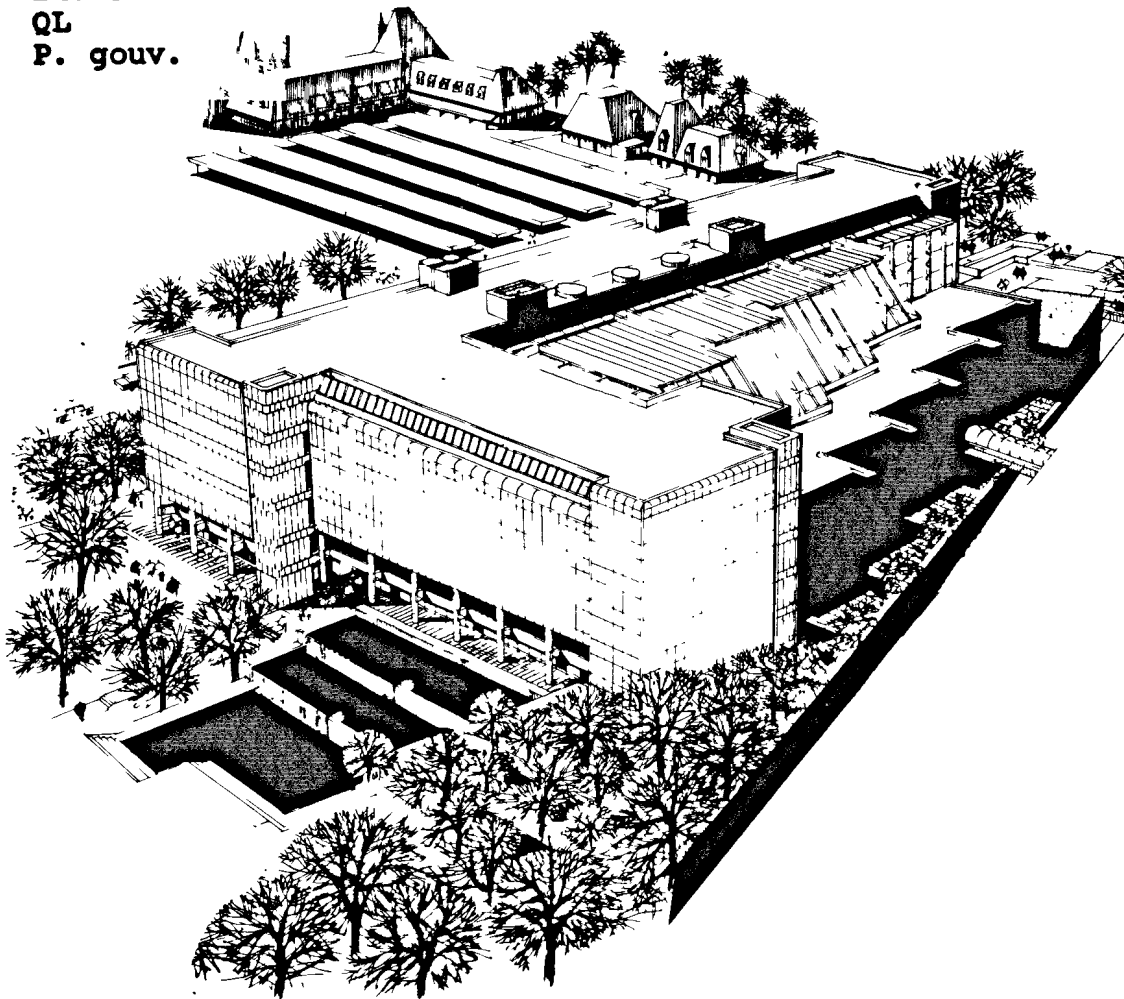


# Rapport annuel

1979-80

T77A1  
A1  
1979/80  
Ex. 1  
QL  
P. gouv.



Gouvernement du Québec  
**Ministère des Travaux publics  
et de l'Approvisionnement**

**Rapport annuel 1979-1980**  
**Ministère des Travaux publics**  
**et de l'Approvisionnement**



Réalisation: Direction des communications

Photos: Éditeur officiel du Québec  
Ministère des Travaux publics  
et de l'Approvisionnement

Page couverture: Palais de Justice  
de Québec

Dépôt légal — 4<sup>e</sup> trimestre 1980  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISBN 2-550-01566-5  
© Éditeur officiel du Québec

**Rapport annuel 1979-1980**  
**Ministère des Travaux publics**  
**et de l'Approvisionnement**

-77

A1

979/80

ux 1

QL

'gouv'

**Québec, décembre 1980**

**Monsieur Claude Vaillancourt  
Président de l'Assemblée nationale  
Hôtel du Gouvernement  
Québec**

**Monsieur le Président,**

**J'ai l'honneur de vous soumettre le rapport  
du ministère des Travaux publics et de  
l'Approvisionnement pour l'exercice finan-  
cier se terminant le 31 mars 1980.**

**Veuillez agréer, monsieur le Président,  
l'hommage de mon profond respect.**

**Le ministre des Travaux publics et de l'Ap-  
provisionnement,**

**Jocelyne Ouellette.**



## **Table des matières**

<b>Présentation du sous-ministre</b>	<b>IX</b>
<b>Mandat</b>	<b>I</b>
<b>Lois administrées par le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement</b>	<b>2</b>
<b>Organisation administrative</b>	<b>3</b>
<b>Organigramme</b>	<b>4</b>
<b>Effectif</b>	<b>5</b>
<b>Budget en bref</b>	<b>6</b>
<b>Allocation de l'espace et de l'équipement</b>	<b>9</b>
<b>Exploitation des immeubles</b>	<b>25</b>
<b>Approvisionnement</b>	<b>41</b>
<b>Gestion interne et soutien</b>	<b>55</b>





## Présentation du sous-ministre

Le texte d'introduction au Rapport annuel 1978-79 concluait: «... le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement gère près de 1 300 immeubles soit en propriétés soit en locations. C'est dire que les problèmes soulevés sont multiples, d'autant plus que nos clients sont nombreux et variés, les programmes toujours différents et les besoins en constante évolution. Aussi, convient-il que les bâtiments existants anciens ou de construction récente soient périodiquement pensés et renouvelés».

C'est dans la foulée de cette conclusion que le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement a abordé la concrétisation de son cahier des charges de l'année 1979-80, en insistant davantage sur une dimension fondamentale de notre rôle d'intendant du gouvernement: la gestion administrative et financière des travaux en cours ou en instance de démarrage. En effet, la gestion proprement dite des activités du ministère est d'une importance capitale et nécessite une attention soutenue aux différents stades qu'elle comporte.

L'expérience des récentes années prouve que sans des outils de gestion souples et efficaces, l'érosion des marges nous guette même si la bonne foi fait rarement défaut.

Aussi, sommes-nous fiers de la progression, en accord avec les budgets et les échéanciers initiaux, des deux plus grands chantiers de construction du ministère, celui du Palais des congrès de Montréal et celui du futur Palais de Justice de Québec. Initiés au cours du précédent exercice, l'un et l'autre projet rencontrent, à ce jour,

chaque étape prévue au plan des besoins et au contrôle des coûts. Il en est de même de l'imposant édifice administratif de Trois-Rivières dont la facture, aménagement inclus, indiquera un total bien en deça du coût estimé de 9\$ millions au cours de l'été dernier. Il serait possible ici de multiplier les exemples qui démontrent la qualité du rendement obtenu dans la gestion de projets du ministère: le bâtiment mixte Palais de Justice — administration gouvernementale de Granby, les 23 postes de la Sûreté du Québec, achevés ou mis en chantier au cours de l'année, les ateliers de réparations et les centres de voirie du ministère des Transports sont autant de réalisations qui ont rencontré les échéanciers sévères et les coûts estimés de départ.

La réalisation de plans-types, c'est-à-dire des plans et devis de projets susceptibles d'être répétés, a considérablement accéléré le processus de modernisation de certains réseaux de bâtiments tels les postes de la Sûreté du Québec, les haltes routières, saisonnières ou permanentes et les pavillons d'interprétation de la nature. La poursuite de la préparation de plans-types et la constitution d'une banque de projets a contribué à l'amélioration sensible des performances, comme le démontre le présent rapport.

Un autre secteur qui gagne en importance dans nos activités est l'implication du ministère dans des dossiers relatifs à la conservation du patrimoine architectural du Québec. Discrètement mais, concrètement, à chaque occasion pertinente, le ministère alloue des espaces et des équipements en tenant compte de notions

réalistes de conservation de l'existant, d'équilibre des fonctions urbaines et de l'environnement. Des édifices libérés, tel l'édifice du 225, Grande-Allée, Québec, fournissent au ministère l'occasion de réaménagements majeurs qui redonneront à ces bâtiments des années de vie utile contribuant, l'espérons-nous, à la stabilité future de leur contexte socio-économique. Des opérations de ce genre, grandes ou modestes, sont appelées à se multiplier dans le futur, compte tenu des contraintes de tous genres que semble nous réserver l'avenir.

Bref, le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement dispense un éventail considérable de services pour le compte des autres ministères et organismes. Mais, au delà des services dispensés, il y a le service à rendre et c'est à partir de cette notion que tout le personnel du ministère entoure ses activités et rend compte de son mandat dans ce document annuel.

Le sous-ministre,

**PIERRE SARAULT**

---

## Mandat

Le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement fut créé en vertu de la loi 222 proclamée le 1er avril 1973. Cependant, dès 1867, les travaux publics faisaient partie intégrante de l'organisation gouvernementale alors que le ministère, jumelé au ministère de l'Agriculture, avait la responsabilité des édifices gouvernementaux et des ponts.

Au cours des années, le ministère des Travaux publics a été associé à différents ministères. En 1966, l'administration des ponts fut confiée au ministère de la Voirie de l'époque et le ministère des Travaux publics devenait ainsi un ministère de services pour le compte des autres ministères et organismes gouvernementaux. La loi et les règlements du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement (L.Q. 1973, chapitre 27), sous réserve des dispositions expresses au contraire dans toute autre loi, confient au ministre les responsabilités suivantes:

- a) effectuer ou faire effectuer tous les travaux publics requis aux fins du gouvernement, sauf les travaux de voirie;
- b) assurer la garde et l'entretien de tous les édifices et ouvrages publics entretenus aux frais du gouvernement;
- c) pourvoir à l'aménagement et à l'ameublement des édifices publics qui appartiennent au gouvernement ou qui sont utilisés à ses fins;
- d) exercer un contrôle sur tous les autres travaux entrepris, en totalité ou en partie, aux frais du gouvernement, et sur tous les autres immeubles acquis à ses frais, dans la mesure indiquée par

le Lieutenant-gouverneur en Conseil;

- e) veiller à l'application de la loi et des règlements concernant les achats du gouvernement;
- f) s'acquitter des autres fonctions que lui assigne le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

Ainsi, le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement s'est vu confier la responsabilité de louer des locaux aux fins des ministères et organismes du gouvernement ainsi que de fournir le soutien logistique au Nouveau-Québec. D'autres mandats lui sont également confiés par règlements ou en vertu de décisions du Conseil du Trésor.

## **Lois administrées par le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement**

### **— Loi des Travaux publics (S.R.Q. 1964, chapitre 138)**

Le ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement est également chargé de l'exécution de la Loi des Travaux publics. Cette loi confie au ministre des pouvoirs et lui impose des devoirs généraux relativement aux travaux et ouvrages publics entrepris par le gouvernement.

À cette fin, le ministre est autorisé à acquérir de gré à gré ou par expropriation, des terres et propriétés immobilières dont il croit l'appropriation nécessaire pour l'usage, la construction et l'entretien des ouvrages ou édifices publics ou pour loger les services administratifs du gouvernement.

Cette loi fixe en outre des règles concernant l'adjudication des contrats, entre autres, en ce qui a trait aux demandes de soumissions par annonces publiques et aux cautionnements des entrepreneurs.

### **— Loi du service des achats (S.R.Q. 1964, chapitre 18)**

Cette loi confie au directeur général des Achats la surveillance et la direction de tous les achats faits par les ministères et les organismes désignés. Elle lui confie également la responsabilité de donner à contrat l'exécution des travaux d'impression, de reliure, d'électrotypie, de stéréotypie, de lithographie, de gravure, de photographie, de cinématographie, et autres de même nature. Elle le rend responsable de la location du matériel, des contrats de publicité et d'abonnements aux journaux, aux revues et autres publications.

Le Service général des achats qui relève depuis le 1er avril 1973 du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement, s'identifie à l'intérieur du ministère à la Direction générale de l'approvisionnement.

### **— Loi de la Société de développement immobilier du Québec (L.Q. 1974, chapitre 55)**

La Société participe à la construction, à l'aménagement et à l'exploitation de la Place Desjardins à Montréal, en vue de fournir au gouvernement et à ses organismes, les locaux dont ils ont besoin dans ce secteur.

## **Organisation administrative**

Le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement administre quatre programmes budgétaires:

- I - Allocation de l'espace et de l'équipement;
- II - Exploitation des immeubles;
- III - Approvisionnement;
- IV - Gestion interne et soutien.

Ces programmes sont administrés par quatre directions générales:

- Allocation de l'espace et de l'équipement; (Programme I)
- Exploitation des immeubles; (Programme II)
- Approvisionnement; (Programme III)
- Gestion; (Programme IV).



## ORGANISATION ADMINISTRATIVE



## Effectif

### Postes autorisés au 31 mars 1979

Catégorie	Prog. I	Prog. II	Prog. III	Prog. IV	Ministre S.-min.	Total
Cadres	20	11	5	6	7	49
A.C.S.	10	8	11	5	1	35
Professionnels	124	94	58	36	14	326
Techniciens & assimilés	70	131	8	20	—	229
Employés de bureau	75	264	88	71	18	516
Agents de la paix	—	357	—	—	—	357
Ouvriers	7	889	—	3	—	899
Agents de maîtrise fonctionnaires	4	23	5	5	—	37
Agents de maîtrise ouvriers	—	78	—	—	—	78
Agents de maîtrise agents de la paix	—	19	—	—	—	19
<b>Total</b>	<b>310</b>	<b>1874</b>	<b>175</b>	<b>146</b>	<b>40</b>	<b>2545</b>

## Budget en bref

Au cours de l'exercice financier 1979-80, les dépenses du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement se sont élevées à 250 962 127\$ comparativement à 213 197 100\$ en 1978-79, soit une augmentation de 37 765 027\$. Ces montants comprennent des dépenses en immobilisations de l'ordre de 44 811 790\$. Pour l'année

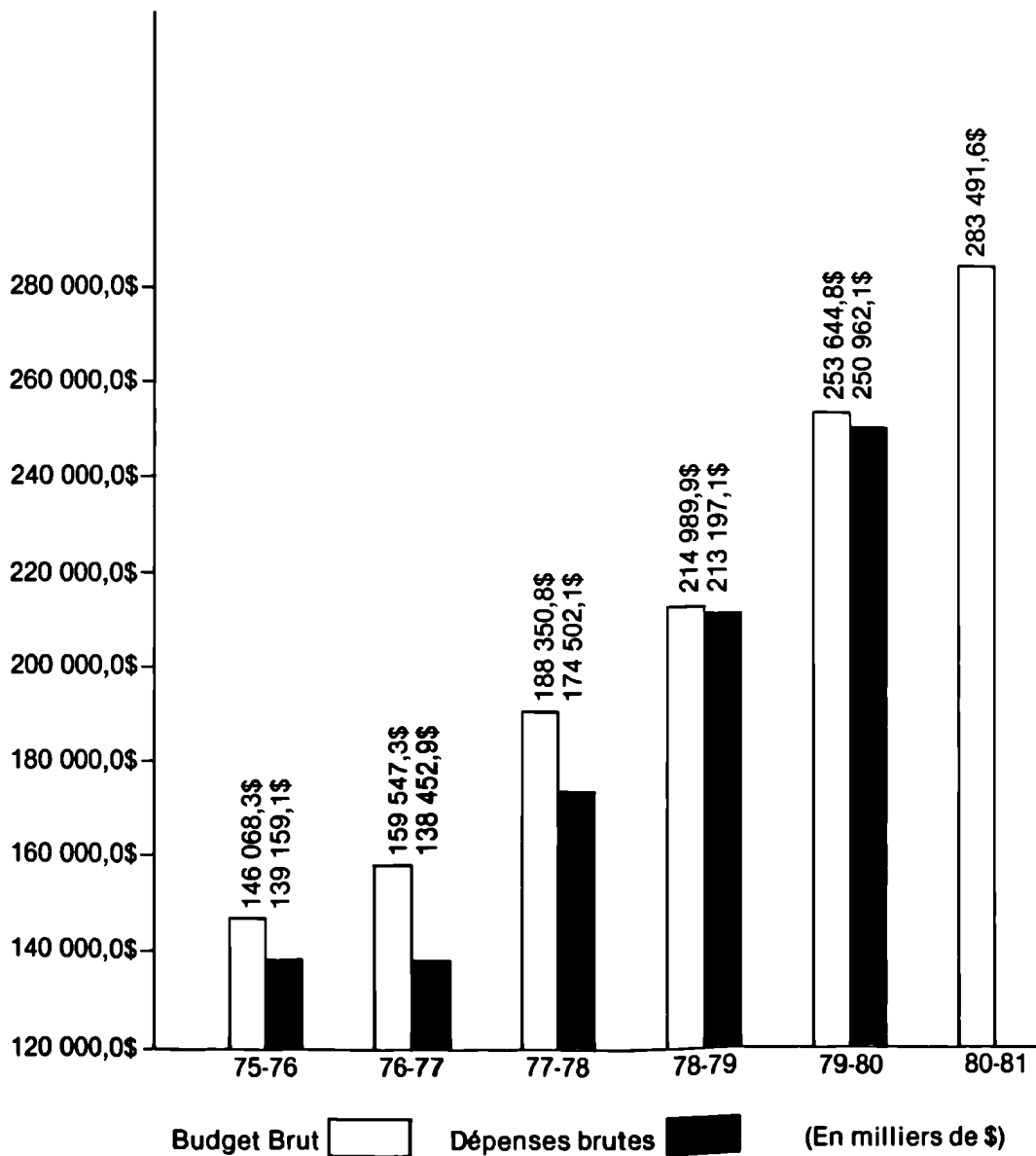
financière 1980-81, on prévoit des dépenses estimées à 283 491 600\$ incluant un budget en immobilisation de 53 249 800\$. Quant aux revenus, ils se sont chiffrés à 9 028 100\$ en 1979-80 comparativement à 8 752 746\$ l'année précédente; à ce chapitre, les prévisions pour 1980-81 sont de l'ordre de 9 475 300\$.



## Ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement

### Budget et dépenses

Exercices financiers 1975-1976 à 1980-1981



Direction générale de  
l'allocation de l'espace  
et de l'équipement



## Allocation de l'espace et de l'équipement

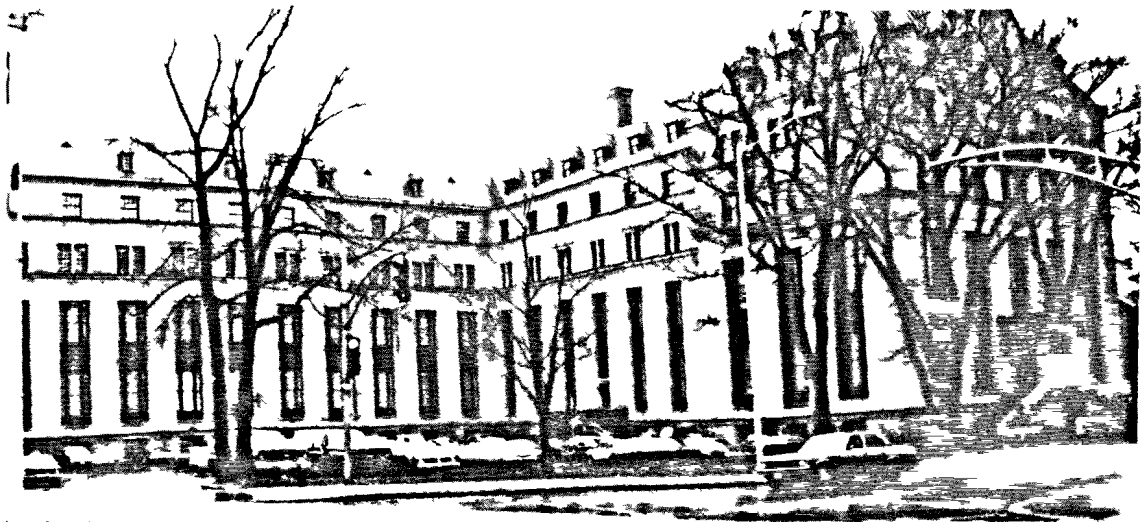
Ce programme regroupe plusieurs activités de soutien aux autres programmes gouvernementaux en ce qui a trait à la fourniture d'espaces tant administratifs que spécialisés et à la fourniture d'ameublement ainsi que d'accessoires pour les ministères et les organismes du gouvernement. Les responsables du programme Allocation de l'espace et de l'équipement voient également à l'analyse des biens immeubles publics excédentaires et à l'acquisition d'immeubles pour certains autres ministères. Ce programme est administré par la Direction générale de l'allocation de l'espace et de l'équipement qui comprend cinq directions.

- Programme et normes
- Acquisition de l'espace
- Construction
- Aménagement
- Région de Montréal

### Vue générale

À la Direction générale de l'allocation de l'espace et de l'équipement, l'exercice financier 1979-80 a été marqué par la mise en chantier de plusieurs projets de construction importants — le Palais des congrès de Montréal, le Palais de Justice de Québec, les nouveaux postes de la Sûreté du Québec — mais surtout par l'importance accrue accordée à la réutilisation d'espaces existants.

En effet, la relocalisation récente du ministère de la Justice à l'édifice Delta-nord sur la rue de l'Église à Ste-Foy et du ministère du Revenu à l'édifice de l'Industrielle à Pointe Ste-Foy, a permis de libérer divers édifices (le 225 Grande-Allée, le Cook-Chauveau, le 200 Dorchester) qui sont demeurés, pour la plupart, la propriété du gouvernement et qui une fois



*Le réaménagement de cet édifice situé sur la Grande Allée à Québec a été effectué en vue d'accueillir les services du ministère des Affaires culturelles*

réaménagés pourront être réutilisés durant plusieurs années.

À ce cycle normal de transformation, s'ajoute le phénomène relativement nouveau d'un excédent de biens immeubles publics — surtout des écoles — dont il faut apprécier le potentiel de réutilisation à d'autres fins, avant de procéder en divers lieux à de nouvelles locations ou à de nouveaux projets de construction.

Déconcentrations et centralisations administratives, regroupements de services, espaces libérés et disponibilité de biens immeubles, nouvelles orientations du développement urbain et apport à la consolidation de noyaux déjà existants, élargissement de la notion de patrimoine, restrictions énergétiques et budgétaires, transport en commun, etc... sont autant de facteurs ou de préoccupations qui militeront en faveur d'un réaménagement évolutif du parc d'espace, axé en bonne partie sur une dynamique nouvelle de conservation, de réhabilitation et de recyclage d'éléments physiques qui sont déjà la propriété du gouvernement.

C'est d'ailleurs dans cet esprit, qu'en fin d'année, la Direction de l'allocation de l'espace a entamé des travaux préliminaires en vue de présenter les réalisations du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement au Congrès international Conservation / Réhabilitation / Recyclage qui aura lieu à Québec en mai 1980.

### Études, normes et programmes

La Direction de la programmation et des normes effectue des recherches et des études concernant les immeubles, prépare des programmes de construction et coordonne les dossiers des biens publics excédentaires.

En 1979-80, cette direction a réalisé une planification d'ensemble du parc d'es-

pace: préparation d'un plan quinquennal, épuration de la banque d'immeubles et participation au projet de restructuration, analyse du parc d'espace par région, étude des projets d'immobilisations gouvernementales dans les grandes agglomérations urbaines et structuration des différents réseaux spécialisés des ministères. La Direction de la programmation et des normes a d'autre part procédé à la normalisation des programmes de construction pour les palais de Justice et les centres de détention, en plus de voir à la préparation de programmes individuels de construction pour les édifices spécialisés tels: les musées, les postes de district et les postes locaux de la Sûreté du Québec.



Partie du rez-de-chaussée de l'ancien édifice de l'Hydro-Québec à Shawinigan, réaménagé en bureaux. L'édifice loge différents services du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

## Biens immeubles publics excédentaires

En 1979-80, la Direction de la programmation et des normes a en outre procédé à l'étude de 363 cas d'immeubles publics excédentaires dont la provenance était la suivante:

Ministère des Transports	38	(10%)
Réseau de l'Éducation	111	(30%)
Réseau des Affaires sociales	2	( 1%)
Autres ministères	175	(48%)
Gouvernement fédéral	31	( 9%)
Autres	6	( 2%)
<b>Total:</b>	<b>363</b>	<b>(100%)</b>

À la suite de ces analyses et en fonction des besoins exprimés, le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement a acquis ou conservé pour utilisation, 93 immeubles (terrains et édifices). En outre, 168 recherches de biens excédentaires

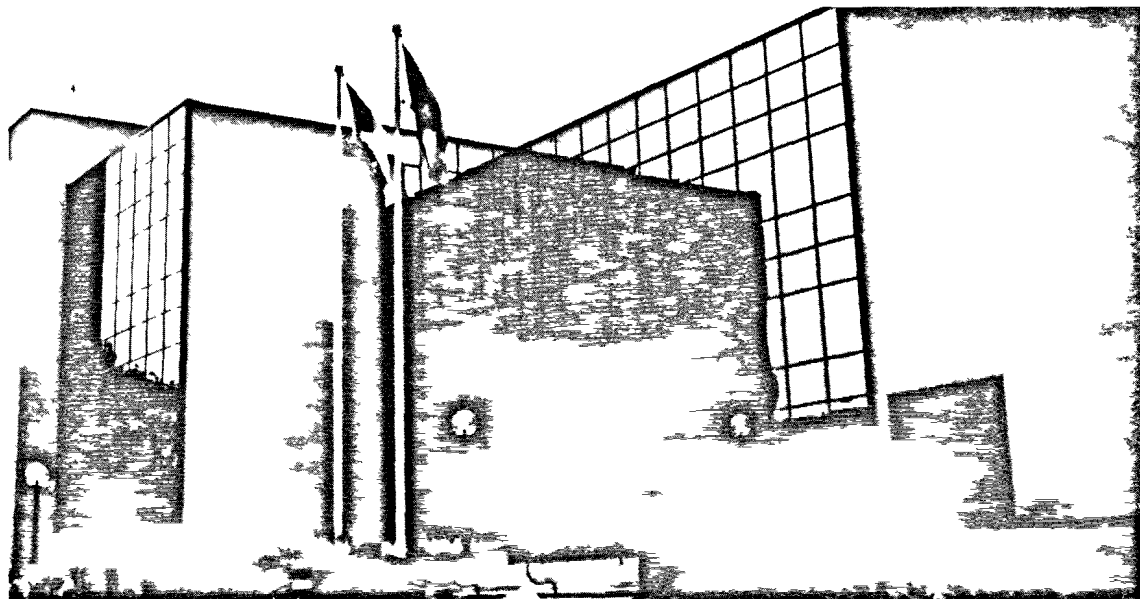
ont été effectuées pour le compte du gouvernement ou des réseaux.

## Parc d'espace

La Direction de l'acquisition de l'espace voit à l'achat et à la location d'immeubles ou de terrains pour différents ministères. Cette direction administre plus de 1 000 baux dont le coût annuel occasionne des déboursés de l'ordre de 75\$ millions.

Au cours de 1979-80, la surface du parc d'espace s'est accrue de 134 346 mètres carrés, soit une augmentation de plus de 7 pour cent dont le quart en propriétés.

Dans le cas des propriétés, la croissance observée est due aux constructions nouvelles, notamment celles des centralisations administratives de Trois-Rivières (12 000 m<sup>2</sup>) et de Granby (7 500 m<sup>2</sup>) et de neuf nouveaux postes de la Sûreté du Québec, de même qu'au transfert permanent ou temporaire d'immeubles publics excédentaires, tels ceux du Lac-Édouard (6 700 m<sup>2</sup>) et de Percé (1 900 m<sup>2</sup>).



A Granby un nouvel édifice réalisé au coût de 6 000 000\$ abrite le Palais de Justice et le centre administratif.

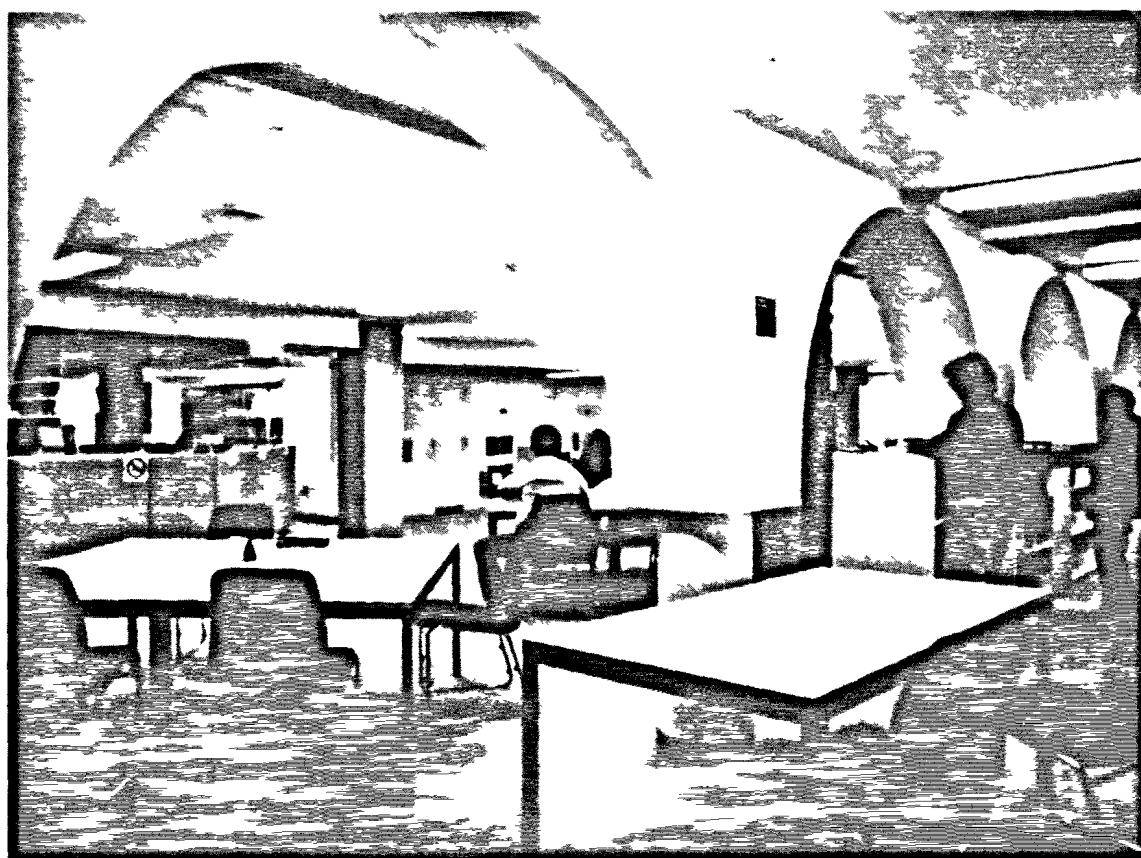
Dans le cas des locations, l'accroissement est attribuable à l'intégration de l'édifice du ministère du Revenu à Pointe Ste-Foy (74 300 m<sup>2</sup>), à la relocalisation des Archives nationales sur le campus de l'Université Laval (10 200 m<sup>2</sup>) et à l'installation de nouveaux COFIs à Montréal (10 000 m<sup>2</sup>).

Précisons que cette croissance momen-

tanée du parc d'espace tant administratif que spécialisé sera normalement résorbée grâce à l'annulation de baux et à la départition de certains immeubles devenus excédentaires.

Au début de mars 1980, le parc d'espace se répartissait ainsi:

	Région de Québec	Région de Montréal	Région en province	Total
Propriété MTPA	457 429m <sup>2</sup>	304 203m <sup>2</sup>	304 551m <sup>2</sup>	1 066 183m <sup>2</sup>
Location par bail	477 350m <sup>2</sup>	206 237m <sup>2</sup>	235 024m <sup>2</sup>	918 611m <sup>2</sup>
<b>Total:</b>	<b>934 779m<sup>2</sup></b>	<b>510 440m<sup>2</sup></b>	<b>539 575m<sup>2</sup></b>	<b>1 984 794m<sup>2</sup></b>



La salle des chercheurs des Archives nationales du Québec qui ont été relocalisées au Pavillon Casault sur le campus de l'Université Laval après sa reconversion

## Avis de recherche de locaux

Le règlement 2267-77 oblige le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement à procéder par avis de recherche dans les journaux afin de permettre à tous ceux qui possèdent des locaux, de les offrir en location au gouvernement.

Au cours de l'exercice financier 1979-80, la Direction de l'acquisition de l'espace (excluant la direction de Montréal) a publié 66 avis de recherche et reçu 184 offres de location dont 135 ont été jugées conformes à la demande. Les autres offres n'ont pas été retenues parce qu'elles ne répondaient pas aux exigences du cahier des besoins.

## Acquisition d'immeubles

Le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement a d'autre part effectué plusieurs études et analyses immobilières de divers types: fixation des prix des loyers pour les immeubles du ministère des Affaires sociales, recherche de sites en vue de l'installation d'un centre intégré de traitement des déchets toxiques pour le ministère de l'Environnement, implications de la politique de subventions pour les maisons historiques du ministère des Affaires culturelles et évaluation préliminaire de terrains pour le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche en vue d'améliorer l'accessibilité aux cours d'eau pour la pêche sportive.

Le ministère a également procédé à l'évaluation et aux négociations visant à l'acquisition de propriétés pour les ministères suivants:

Industrie, Commerce et Tourisme	30 000,\$
Énergie et Ressources	300 000,\$
Environnement	1 170 000,\$
Loisir, Chasse et Pêche	4 030 000,\$
Affaires culturelles	1 890 000,\$
Transports	40 000,\$
Travaux publics et Approvisionnement	6 390 000,\$
<b>Valeur totale:</b>	<b>13 850 000,\$</b>

Le ministère a d'autre part dirigé plusieurs projets d'imposition de réserve sur des terrains situés au Mont Rigaud, à l'Île Charon, à Val-Morin, à Val-David, à Ville-Laval et à Sainte-Thérèse. Ces mesures avaient pour but de prohiber toute construction ou amélioration sur certains immeubles durant la période d'élaboration des projets de parcs ou de construction du Réseau express régional Mirabel. Enfin, mentionnons la vente par appel d'offres de 31 propriétés publiques excédentaires pour un montant total de 336 842\$.

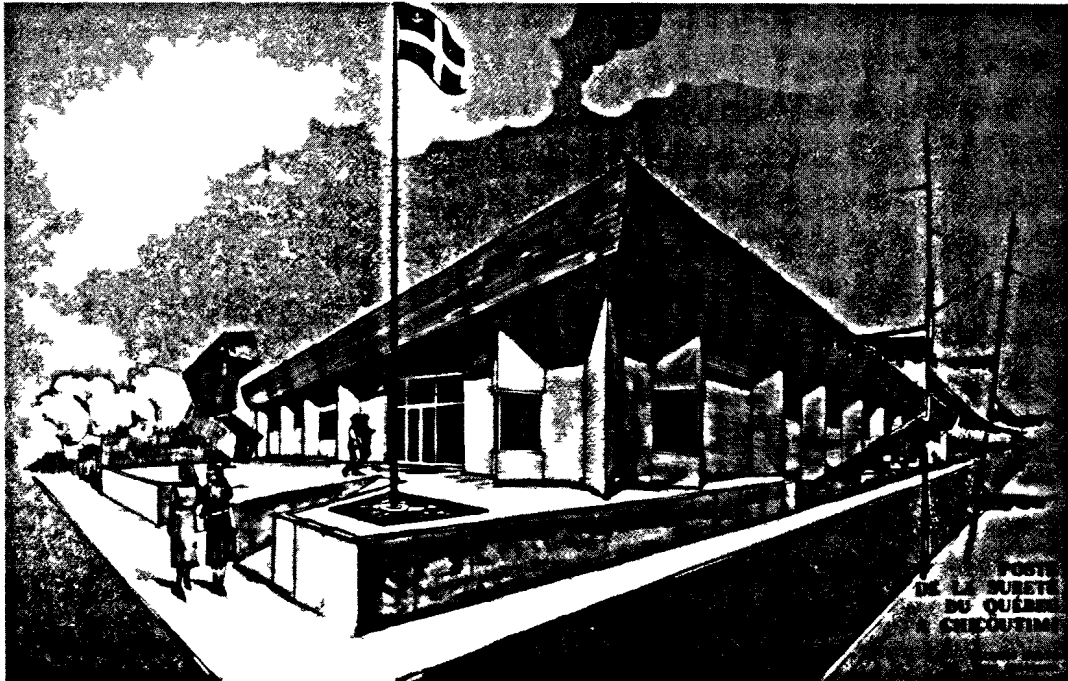
## Principaux projets de construction

Plusieurs projets de construction ont été complétés ou mis en oeuvre au cours de l'exercice financier 1979-80. Parmi les plus importants, mentionnons ceux du Palais des congrès de Montréal, du Palais de Justice de Québec et du Palais des congrès de Hull, de même que la construction de plusieurs postes de la Sûreté du Québec selon deux types de plans normalisés et un système modulaire s'adaptant facilement aux diverses configurations de terrains (voir la liste ci-après et les trois sections concernant les principaux projets).



## Principaux projets de construction en 1979-80

Endroit	Description	Coût total	État de réalisation des travaux au 31 mars 1980	Déboursés 1979-80
Alma	Palais de Justice	4 600 000\$	Pl. & dev.	100 000\$
Amos	Rénovation de l'ancien Palais de Justice	800 000\$	5%	75 000\$
Baie-Comeau	Poste de la S.Q.	4 000 000\$	Pl. & dev.	80 000\$
Cacouna	Centre de transport	2 250 000\$	99%	1 400 000\$
Candiac	Poste de la S.Q.	545 000\$	100%	500 000\$
Cap-de-la-Madeleine	Atelier de réparation	850 000\$	100%	485 000\$
Chicoutimi	Poste de la S.Q.	4 000 000\$	1%	225 000\$
	Rénovation du Palais de Justice		Pl. & dev.	55 000\$
Dolbeau	Poste de la S.Q.	620 000\$	35%	180 000\$
Gaspé	Pêcheries maritimes	5 500 000\$	Pl. & dev.	60 000\$
Granby	Palais de Justice et centralisation administrative	6 200 000\$	98%	3 250 000\$
Hauterive	Bureau de voirie	625 000\$	90%	550 000\$
Hull	Centre des congrès	5 245 000\$	Pl. & dev.	480 000\$
	Centre de transport	2 165 000\$	100%	325 000\$
	Poste de la S.Q.	3 750 000\$	Pl. & dev.	30 000\$
Lachenaie	Poste de la S.Q.	580 000\$	100%	530 000\$
Lac Mégantic	Atelier de réparation	800 000\$	100%	600 000\$



Le poste de la Sûreté du Québec à Chicoutimi, un autre exemple de réalisation à partir d'un plan type normalisé.

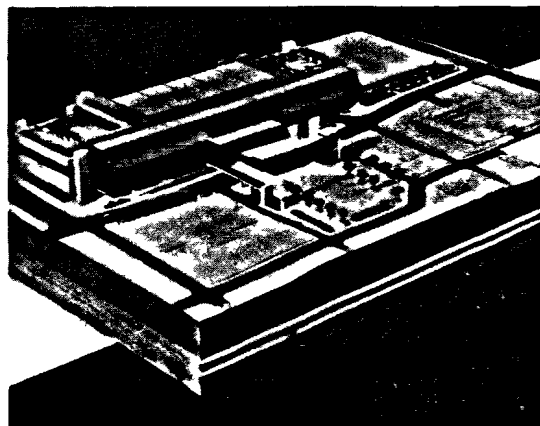
## Principaux projets de construction en 1979-80

Endroit	Description	Coût total	État de réalisation des travaux au 31 mars 1980	Déboursés 1979-80
Low	Poste de la S.Q.	550 000\$	100%	420 000\$
Macamic	Atelier de réparation	1 000 000\$	100%	635 000\$
Montréal	Palais des congrès	60 000 000\$	5%	3 000 000\$
Napierville	Atelier de réparation	810 000\$	100%	330 000\$
Québec	Club des employés civils (Phase III)	1 250 000\$	100%	245 000\$
	Édifice 225 Grande-Allée	1 700 000\$	99%	1 455 000\$
	Palais de Justice	45 000 000\$	Pl. & dev.	900 000\$
	Rénovation des édifices A, B, C, D, E	35 000 000\$		3 400 000\$
Rimouski	Poste de la S.Q.	5 000 000\$	Pl. & dev.	75 000\$
Roberval	Poste de la S.Q.	695 000\$	90%	600 000\$
St-Georges	Poste de la S.Q.	500 000\$	45%	235 000\$
St-Jérôme	Centre de détention	4 900 000\$	100%	395 000\$
St-Pascal	Poste de la S.Q.	570 000\$	30%	185 000\$
St-Raymond	Poste de la S.Q.	400 000\$	100%	385 000\$
St-Romuald	Poste de la S.Q.	490 000\$	100%	465 000\$
Ste-Foy	Édifice administratif — Service aérien	1 465 000\$	98%	980 000\$
Sept-Iles	Entrepôt MLCP	365 000\$	100%	365 000\$
Tracy	Poste de la S.Q.	500 000\$	100%	465 000\$
Trois-Rivières	Centralisation administrative	7 500 000\$	97%	5 650 000\$
Weedon	Poste de la S.Q.	550 000\$	100%	500 000\$
<b>Total:</b>		<b>210 775 000\$</b>		<b>29 610 000\$</b>

## Palais des congrès de Montréal

Les plans d'exécution du premier lot de travaux pour le Palais des congrès de Montréal ont été complétés par l'équipe gagnante au début de l'été de 1979 et l'échéancier global des travaux a été respecté. Les principales étapes de cet échéancier sont les suivantes:

Début des travaux d'infrastructure:	octobre 1979
Début des travaux de construction de l'édifice:	juillet 1980
Début des travaux d'aménagement et d'installation de l'équipement:	avril 1982
Fin des travaux:	octobre 1982



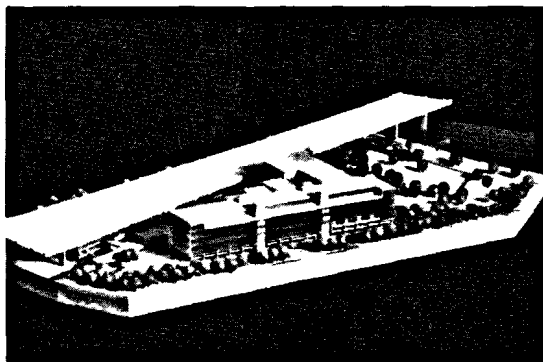
Maquette du Palais des congrès de Montréal.

Le coût total de cet édifice est de 60\$ millions (en dollars de novembre 1977) se répartissant ainsi:

Coût de la construction:	45\$ millions
Acquisition des terrains:	3\$ millions
Honoraires:	5\$ millions
Travaux d'aménagement et d'équipement:	7\$ millions

### Palais de Justice de Québec

Dans le cas du projet de construction du Palais de Justice de Québec, un avis de concours a été publié le 27 mars 1979 et plusieurs propositions sont parvenues au ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement; le jury du ministère a d'abord retenu cinq équipes dont les concepts ont été présentés au mois d'août 1979. L'équipe gagnante a été choisie le mois suivant et la signature des contrats de services professionnels a été complétée au cours de l'automne de la même année. Les travaux de construction de ce projet de 45\$ millions débiteront en octobre 1980 et devraient être terminés en décembre 1983.



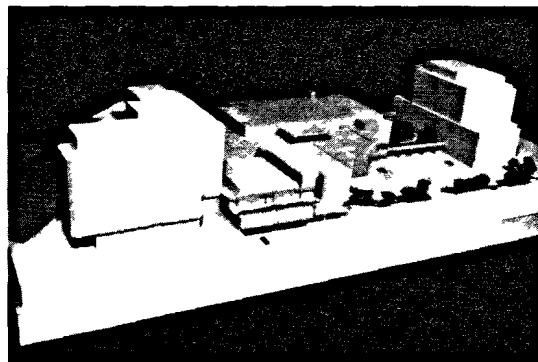
Maquette du Palais de Justice de Québec.

### Palais des congrès de Hull

La signature du contrat entre le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement, la ville de Hull et la Corporation Cadillac-Fairview pour la construction du Palais des congrès de Hull a eu lieu au printemps de 1979. Le coût total de cet édifice (9\$ millions) sera défrayé par le gouvernement du Québec (6,25\$ millions) et par la ville de Hull (2,75\$ millions).

Le gouvernement du Québec assumera seul le coût des infrastructures et du programme architectural de même que celui du contrôle des coûts pour un montant total de 700 000\$. Une somme de 80 000\$ sera consacrée à la création d'oeuvres d'art intégrées au terme de la politique du 1 pour cent.

D'une superficie totale de 10 219 m<sup>2</sup>, le Palais des congrès sera situé au-dessus de Place du Centre à l'angle du boulevard Maisonneuve et de la rue Hôtel de Ville. La fin de la construction est prévue pour le début de 1982.



Maquette illustrant le Palais des congrès de Hull.

## Région de Montréal

La Direction générale de Montréal est responsable des services offerts en matière d'acquisition d'espace et d'aménagement pour les organismes gouvernementaux installés dans la région de Montréal.

Au cours du dernier exercice financier, cette direction a élaboré et/ou traité plus de 1 000 projets d'acquisition et d'aménagement dont ceux de la Maison du cinéma au 360 McGill, la relocalisation de la Bibliothèque nationale et des Archives nationales, la transformation du Conservatoire d'Art dramatique, l'utilisation de plus de 12 500 mètres carrés d'espace administratif au Village olympique et l'intégration de biens publics excédentaires atteignant 27 500 mètres carrés pour le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

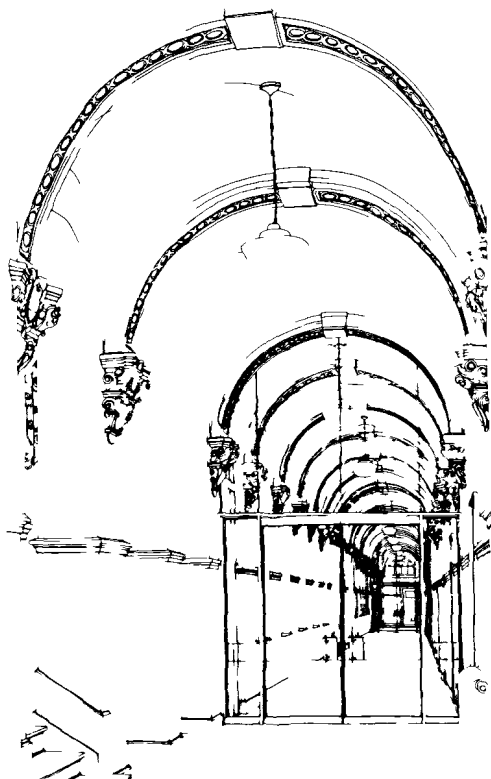
La Direction régionale de Montréal gère de plus les opérations quotidiennes d'un parc d'espace de près de 550 000 mètres carrés où travaillent plus de 18 500 fonctionnaires et qui implique des dépenses de l'ordre de 27\$ millions.

## Aménagement

En 1979-80, la Direction de l'aménagement a analysé 700 projets d'aménagement différents pour ses 35 ministères et organismes-clients. Sans inclure les projets traités par la Direction de Montréal, mentionnons que 317 de ces projets sont terminés et que 383 autres étaient encore en chantier à la fin de l'année financière. La liste des principaux projets d'aménagement apparaît dans le tableau qui suit:



*Une partie des locaux du Bureau du protecteur du citoyen au Village olympique, dont plus de 12 500 mètres carrés ont été reconvertis en espace administratif par la Direction régionale de Montréal.*



*Le pavillon Langelier à Québec a été reconverti en tenant compte de ses qualités architecturales, tel que le démontre ce couloir avec écrans de verre.*

## Principaux projets d'aménagement en 1979-80

Endroit	Description	Coût total	État de réalisation des travaux au 31 mars 1980	Déboursés en 1979-80
Québec	Recyclage du Pavillon Casault de l'Université Laval pour la relocalisation des Archives nationales.	6 362 000\$	95%	4 147 000\$
	Réaménagement du 225 Grande-Allée pour le regroupement des Affaires culturelles.	665 000\$	70%	439 400\$
	Réaménagement de divers édifices pour le ministère des Affaires sociales:	278 200\$		256 400\$
	— le Joffre		90%	
	— l'Unique		95%	
	— le Mil-Cinq		100%	
	Réaménagement au rez-de-chaussée de l'édifice «E» et relocalisation du bureau du lieutenant-gouverneur pour le compte de l'Assemblée nationale.	289 000\$	100%	289 000\$
	Divers travaux de réaménagement pour de nouveaux organismes:			
	— Commission de la protection du territoire agricole	147 000\$	Phase 1: travaux à 95% Phase 2: plans complétés	72 200\$
	— ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation	265 000\$	20%	53 800\$
	— ministère de l'Énergie et des Ressources	300 000\$	18%	60 900\$
	Travaux de ventilation au 1995 boul. Charest pour rendre conforme aux normes du ministère du Travail le laboratoire de cartographie du ministère de l'Énergie et des Ressources.	130 000\$	98%	112 300\$
	Réaménagement des 1530 et 1620 boul. de l'Entente pour le ministère de l'Énergie et des Ressources.	356 500\$	Plans à 100%	30 400\$

## Principaux projets d'aménagement en 1979-80

Endroit	Description	Coût total	État de réalisation des travaux au 31 mars 1980	Déboursés en 1979-80
	Édifice «H»:			
	— aménagement d'espace additionnel pour le Conseil exécutif	216 700\$	98%	203 700\$
	— travaux au système de climatisation	124 400\$	25%	82 200\$
	Réaménagement au 2700 boul. Laurier pour le Service Placement-étudiant du ministère du Travail et de la Main-d'Oeuvre.	123 200\$	99%	117 000\$
	Corrections au système de climatisation du 1601 boul. Hamel (édifice no. 2)	195 500\$	5%	41 000\$
	Aménagement intérieur et occupation des lieux par le ministère du Revenu au nouvel édifice de Pointe-Ste-Foy.	6 677 900\$	99%	5 934 000\$ (dont 4 900 000\$ inclus au bail)
	Réaménagement de l'ancienne École technique du 310 boul. Langelier pour loger le CLSC Basse-Ville.	769 000\$	70%	439 700\$
	Réaménagement de l'édifice Cook-Chauveau	3 880 000\$	Plans à 50% Travaux à 5%	400 000\$
Régions en province:	Travaux de réaménagement au Palais de Justice et au Centre de détention de St-Joseph-de-Beauce.	174 000\$	99%	174 000\$
	Travaux de réaménagement au Palais de Justice de St-Jérôme.	154 500\$	70%	109 500\$
	Travaux de réaménagement à Rimouski:			
	— centralisation administrative	500 000\$	Plans à 100%	40 000\$
	— laboratoire des sols et matériaux du ministère des Transports (déboursés prévus pour 1980-81)	270 000\$	Plans à 100%	
	Travaux de réaménagement au Centre de détention de Chicoutimi	126 600\$	Étape 1: travaux à 100% Étape 2: travaux à 99%	105 800\$
	Relocalisation du Conservatoire de musique de Val d'Or.	377 000\$	20%	265 800\$

## Principaux projets d'aménagement en 1979-80

Endroit	Description	Coût total	État de réalisation des travaux au 31 mars 1980	Déboursés en 1979-80
	Réaménagement de l'ancien édifice de l'Hydro-Québec à Shawinigan pour y loger différents services du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche	323 200\$	100%	323 200\$
	Réaménagement d'une école à St-Gabriel-de-Brandon pour y faire un poste de la Sûreté du Québec.	323 000\$	Plans à 100%	29 300\$
	Réaménagement des greffes du bureau d'enregistrement et de la Sûreté du Québec au 1680 boul. St-Joseph à Drummondville.	277 000\$	10%	47 000\$
	Aménagement de la centralisation administrative de Granby.	1 535 000\$ (dont 1 375 000\$ au budget de la construction)	Plans à 99% Travaux à 95%	1 325 000\$
	Décentralisation des pêches maritimes en Gaspésie et aux Iles-de-la-Madeleine.			
	— Cap-aux-Meules	595 000\$ (financé par le MICT)	Phase 1 et 2 à 85%	376 000\$
	— Grande-Rivière	979 400\$ (financé par le MICT)	Phase 1 à 100% Phase 2, 3 et 4 à 60%	672 000\$
	— Gaspé (réaménagement d'une partie du Couvent des Ursulines pour la Direction générale des pêches maritimes).	349 000\$ (financé par le MTPA)	100%	349 000\$
Région de Montréal:	Au 1 est, rue Notre-Dame, — réaménagement majeur sur quatre étages	675 000\$		180 000\$
	— aménagement à la Cour des Sessions de la Paix, division criminelle	805 000\$		693 000\$
	Travaux d'ordre sécuritaire au 1701 rue Parthenais	120 000\$		103 000\$

## Principaux projets d'aménagement en 1979-80

Endroit	Description	Coût total	État de réalisation des travaux au 31 mars 1980	Déboursés en 1979-80
	Travaux en vue du réaménagement majeur de la Maison Tanguay.	608 000\$		570 000\$
	— installation d'une clôture		95%	
	— installation d'un poste de surveillance		100%	
	— aménagement d'un atelier	100%		
	<b>Total:</b>	<b>28 971 100\$</b>		<b>22 941 600\$</b>

## Programme 1

### Allocation de l'espace et de l'équipement

Éléments	1980-1981 \$	1979-1980 \$
1. Acquisition d'espaces existants	88 038 800	78 549 500
2. Construction d'immeubles	42 439 900	43 312 800
3. Aménagement fixe de l'espace	19 621 100	13 624 900
4. Fourniture d'ameublement et d'accessoires	5 974 400	9 784 800
5. Gestion interne et soutien	2 145 500	1 797 500
<b>Crédits à voter</b>	<b>158 219 700</b>	<b>147 069 500</b>



Super-catégories et catégories	Éléments					1980-1981	1979-1980
	1	2	3	4	5		
<b>Fonctionnement</b>				(\$'000)			
1. Traitements	1 550,7	2 004,8	1 903,6	616,5	1 834,9	7 910,5	7 126,1
2. Autres rémunérations	45,1	128,9	43,8	16,9	187,9	422,6	332,0
3. Communications	139,7	105,0	121,3	1 084,9	55,3	1 509,2	1 460,5
4. Services	314,7	63,0	1 400,0	1,0	20,0	1 798,7	1 362,7
5. Entretien			9 376,8	—	0,5	9 377,3	8 641,1
6. Loyers	83 926,6	10,0		0,1	20,0	83 956,7	71 651,8
7. Fournitures	42,0	10,5	25,4	45,1	20,0	143,0	118,2
	86 018,8	2 322,2	12 870,9	1 767,5	2 138,6	105 118,0	90 692,4
<b>Capital</b>							
4. Services		4 200,0	200,0			4 400,0	5 036,6
6. Loyers	—					—	2,0
7. Fournitures	—					—	90,0
8. Équipement	—		1 200,2	4 206,9	6,9	5 414,0	10 451,5
9. Immobilisations	2 020,0	35 917,7	5 350,0			43 287,7	40 797,0
	2 020,0	40 117,7	6 750,2	4 206,9	6,9	53 101,7	56 377,1
	88 038,8	42 439,9	19 621,1	5 974,4	2 145,5	158 219,7	147 069,5
Employés permanents	66	75	70	27	72	310	314
Employés à temps partiel	3	6	3	1	13	26	25
<b>Total (personnes-années)</b>	<b>69</b>	<b>81</b>	<b>73</b>	<b>28</b>	<b>85</b>	<b>336</b>	<b>339</b>

**Direction générale  
de l'exploitation  
des immeubles**



## Exploitation des immeubles

Ce programme regroupe les activités relatives à la conservation, à l'opération et à la garde des immeubles gouvernementaux; les responsables du programme voient également à l'exploitation des stationnements et des services alimentaires, au traitement du courrier, à la bonne marche des messageries en plus d'assurer le soutien logistique nécessaire à l'action des ministères du gouvernement québécois sur le territoire du Nouveau-Québec. Ce programme est administré par la Direction générale de l'exploitation des immeubles qui comprend cinq directions:

- Coordination et services consultatifs
- Exploitation, région de Québec
- Exploitation, région de Montréal
- Exploitation, régions en province
- Exploitation, région du Nord

### Vue générale

L'exercice financier 1979-80 a été une année de consolidation pour la Direction générale de l'exploitation des immeubles. Soulignons à cet égard la mise sur pied d'une banque de projets qui a permis au ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement d'accélérer la réalisation des travaux d'aménagement entrepris l'an dernier aux abords des édifices gouvernementaux.

En vue d'améliorer l'efficacité de la Direction des régions en province, on a d'autre part procédé à la création de deux nouveaux territoires: la région des Cantons de l'Est et celle du Saguenay-Lac St-Jean.

La Direction générale de l'exploitation des immeubles a également pourvu l'appli-

cation du programme visant à faciliter l'accès aux handicapés physiques des immeubles du gouvernement et du programme d'économie d'énergie.

Mentionnons enfin la création d'une équipe chargée d'effectuer des études et des analyses à caractère administratif, la rationalisation des opérations de la direction générale qui a résulté en une diminution du personnel et la prise en charge, un peu partout au Québec, de 16 nouveaux immeubles d'une superficie totale de plus de 46 000 mètres carrés.

### Accessibilité des immeubles aux handicapés

En 1979-80, dans le cadre du programme visant à faciliter l'accès des édifices gouvernementaux aux handicapés, divers travaux ont été réalisés pour un montant total de 233 900\$. Ces travaux comprenaient la construction de rampes d'accès et la modification de salles de



*À l'édifice Joffre, une rampe d'accès permet aux personnes handicapées d'atteindre facilement la porte d'entrée.*

toilette et des contrôles d'ascenseurs. Des plans et devis ont de plus été complétés en vue de rendre accessibles aux handicapés 11 édifices situés dans différentes régions de la province.

En 1979-80, ce programme qui doit s'échelonner sur dix ans et dont les coûts sont évalués à quelque 7\$ millions, en était à l'étape préliminaire; au cours du prochain exercice financier, on prévoit en accélérer la réalisation en y consacrant des crédits de l'ordre de 1\$ million.

### Sécurité et stationnement

Entreprise l'an dernier, la rationalisation des effectifs requis pour la sécurité, s'est poursuivie avec succès en 1979-80. Le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement a ainsi pu assumer la prise en charge de deux nouveaux édifices et l'accroissement de travail résultant des

événements reliés au renouvellement de la convention collective des employés du gouvernement, ce, en dépit d'une réduction substantielle des effectifs (18 postes).

Soulignons que la qualité du service offert et l'expertise ainsi développée ont suscité un vif intérêt auprès de représentants des provinces de l'Alberta et du Nouveau-Brunswick, venus consulter les responsables du ministère à ce sujet.

En 1979-80, un plus grand effort a d'autre part été consenti relativement à l'organisation des unités de secours responsables de l'évacuation des employés ou de la fouille des édifices en cas d'urgence. Ainsi, environ 8 000 fonctionnaires ont reçu la formation requise à titre de membres de l'unité de secours tandis que 47 000 autres fonctionnaires étaient impliqués dans les exercices d'évacuation.



*Le Service sécurité et stationnement tient régulièrement, avec la participation des Services d'incendie, des exercices d'évacuation et de sauvetage dans tous les édifices du gouvernement*

Enfin, concernant le stationnement, mentionnons la rédaction d'un projet de politique et la publication d'une étude sur l'organisation de ce service, incluant des directives, des procédures et des normes.

### **Soutien logistique au Nouveau-Québec**

La Direction régionale du Nord du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement a pour tâche de fournir le soutien logistique nécessaire aux ministères du gouvernement québécois oeuvrant sur le territoire du Nouveau-Québec.

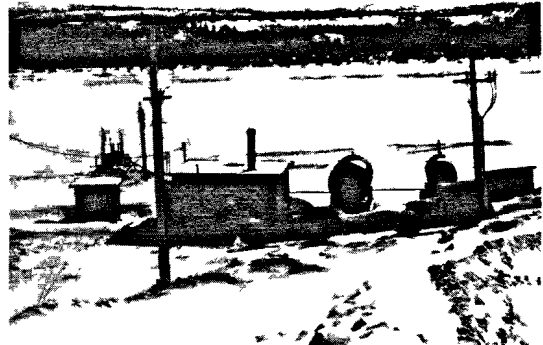
Au cours de l'exercice financier 1979-80, cette direction a entrepris les projets de constructions suivants: deux usines électrogènes, deux cliniques-résidences à Aupaluk et à Akulivik et des immeubles de 8, 4 et 3 logements à Quujjuak, Povungnituk et à Poste-de-la-Baleine; l'aménagement de postes de police a également été complété à Eastmain, Nouveau-Comptoir et Inoucdjouac. Les activités de construction en régie se sont d'autre part poursuivies en vue de la réalisation d'un hôpital de 25 lits et d'une résidence pour les infirmières (11 logements) à Quujjuak.

Dans le cadre du programme d'économie d'énergie, la Direction régionale du Nord a procédé à l'amélioration et à la réfection d'un nouveau réseau de distribution d'énergie utilisé pour chauffer tous les immeubles du gouvernement à Poste-de-la-Baleine à partir de deux centrales thermiques.

Conformément à l'esprit de l'entente de la Baie James et du Nord québécois, l'embauche de personnel autochtone s'est d'autre part poursuivie; le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement compte maintenant environ 100 employés autochtones, dont tous les agents du ministère oeuvrant dans les villages situés au nord du 55ème parallèle. Ces nomina-

tions ont été faites à partir des recommandations des conseils communautaires de chaque village.

De nouvelles directives ou procédures administratives ont de plus été élaborées et mises en application concernant le service d'hôtellerie à Poste-de-la-Baleine et à Quujjuak, l'hébergement dans les postes satellites, la vente de biens, la prestation de services, la location



*Prise d'eau potable du système d'aqueduc opéré par la Direction régionale du Nord à Poste-de-la-Baleine.*



*Construction en régie d'un hôpital de 25 lits à Quujjuak.*

d'équipements, l'exécution de travaux et la vente des produits pétroliers par les postes nordiques.

La Direction régionale du Nord a également poursuivi son intégration en procédant à la mise en application de directives et de procédures déjà en usage dans les autres directions régionales, notamment en ce qui concerne le budget et les ordres de travail. Mentionnons enfin la préparation d'un document intitulé «Articulation de la présence du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement dans le Nord». Ce document contient diverses recommandations portant sur les orientations envisagées à court, moyen et long terme au Nouveau-Québec.

Les revenus générés en 1979-80 sur le territoire du Nouveau-Québec se répartissaient comme suit:

Hôtellerie et hébergement:	460 141,76\$
Vente des carburants:	2 177 890,78\$
Location de services, terrains et bâtisses:	553 883,93\$

## Boma

Pour la deuxième année consécutive, le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement a participé à un programme d'échange de données statistiques sur les coûts d'exploitation des immeubles. Cet échange s'effectue au sein de la Building Owner's and Managers' Association (Boma) qui recrute ses membres parmi les gouvernements provinciaux, canadien et américain, de même que dans le secteur privé.

Seuls quelques-uns des édifices gérés par le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement sont inscrits à ce programme d'échange qui en est encore à la phase exploratoire. L'information échangée à ce jour permet néanmoins d'établir que les coûts d'exploitation des édifices gérés par le ministère se com-

parent avantageusement à ceux des immeubles du même type ailleurs au Canada et aux États-Unis:

## Édifices gouvernementaux

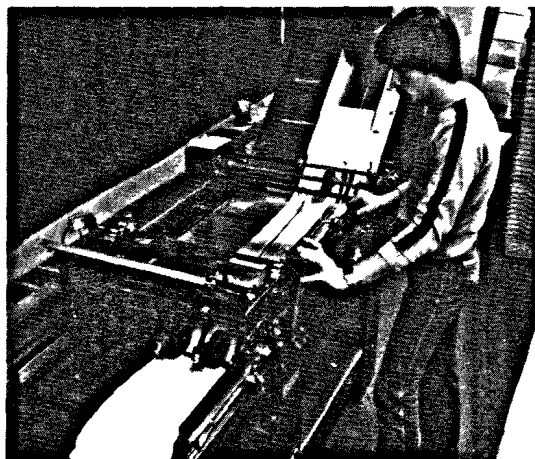
États-Unis	(en 1977-78): 32,19\$ / mètre carré
Canada	(en 1977-78): 32,57\$ / mètre carré
Québec	(en 1977-78): 28,03\$ / mètre carré (en 1978-79): 32,88\$ / mètre carré

## Édifices privés

États-Unis	(en 1978): 35,19\$ / mètre carré
Canada	(en 1978): 27,21\$ / mètre carré

## Courrier et messageries

Par l'achat de nouveaux équipements, le Service du courrier et des messageries dispose maintenant d'un système complet d'expédition massive: pliage, insertion mécanique et affranchissement; un service de distribution sans adresse est aussi



*Le Service du courrier et des messageries a acquis, au cours du dernier exercice, une plieuse industrielle dont peuvent profiter les ministères et organismes pour des expéditions postales massives. Cette plieuse peut traiter jusqu'à 21 000 documents à l'heure.*

disponible pour tous les membres de l'Assemblée nationale et, à cet égard, des démarches ont été entreprises auprès des Postes canadiennes en vue de permettre l'ajustement du nouveau service à tout changement dans la délimitation des comtés.

En 1979-80, un effort constant a d'autre part été consenti afin d'éliminer le courrier personnel du courrier gouvernemental. À cet effet, une directive du sous-ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement a été distribuée aux interlocuteurs des ministères et des organismes usagers du Service du courrier et des messageries.

En réponse à de nombreuses demandes des usagers, les routes de courrier à horaire fixe ont continuellement été remises à jour. À Montréal, un circuit spécial a été inauguré afin d'assurer la circulation continue du courrier et une utilisation maximale des effectifs préposés au traitement.

Le volume du courrier interministériel traité s'élève à plus de 3 millions d'articles.

### Pavoisement

La phase d'implantation des recommandations du mémoire concernant la politique de pavoisement des édifices gouvernementaux est maintenant complétée. L'amélioration graduelle des approvisionnements en cette matière, permet maintenant aux directions régionales d'appliquer ce programme de façon systématique et régulière.

### Services alimentaires

Au cours de l'exercice financier 1979-80, certaines politiques relatives aux modalités des contrats de concessions alimentaires dans les édifices du gouvernement ont été modifiées en vue de conférer une plus grande autonomie de gestion aux concessionnaires. À ce jour, cette initiative a eu

### Frais d'affranchissement du courrier remis aux postes fédérales et volume manipulé:

	Frais	Volume
Québec	7 263 015\$	26 441 391
Montréal	2 009 235\$	6 907 538
Province	1 468 832\$	4 338 306
	<b>10 741 082\$</b>	<b>37 687 235</b>

### Par catégorie

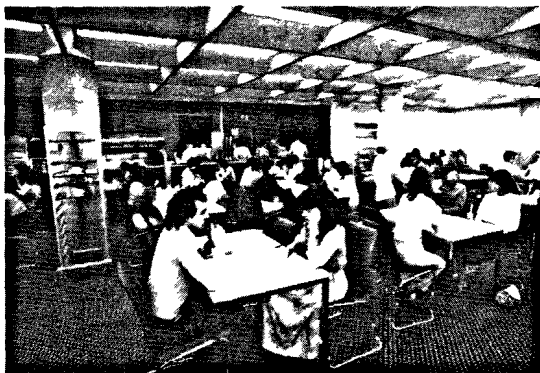
1ère, 3ième et 4ième classes	7 560 192\$	23 532 504	
2ième et 3ième classes (permis)	1 527 578\$	9 141 621	
Envois à l'occupant	240 815\$	4 949 906	
Poste certifiée	812 500\$	927 500	(non inclus dans le volume)
Poste-pac	147 514\$	63 204	
Ports dûs	152 206\$	—	
Timbres-poste	300 277\$	1 704 436	(non inclus dans le volume)
	<b>10 741 082\$</b>	<b>40 319 171</b>	



pour résultat de permettre aux détenteurs de contrats, de vendre aux prix du marché.

En collaboration avec le ministère des Affaires sociales, une expérience pilote a été tentée en vue d'amener la clientèle des services de distributeurs automatiques à améliorer leurs habitudes alimentaires. Les résultats de cette expérience sont en cours d'évaluation en vue d'en généraliser l'application. Les deux ministères réaliseront d'ailleurs sous peu une campagne d'information et de publicité à l'intention des employés du gouvernement dont le thème visera à promouvoir les aspects qualitatifs de l'alimentation en milieu de travail.

Mentionnons enfin l'implantation d'une nouvelle cafétéria de 600 sièges dans le nouvel édifice du ministère du Revenu à Sainte-Foy.



*La cafétéria du ministère du Revenu à Ste-Foy.*

Les redevances perçues par le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement en 1979-80 se sont élevées à environ 700 000\$ pour une soixantaine d'établissements.

## Économie d'énergie

Amorcée en 1978-79 par l'étude détaillée de trois édifices et l'émission de quelques directives, la réalisation du programme d'économie d'énergie du ministère des

Travaux publics et de l'Approvisionnement est entrée dans une phase décisive au cours du dernier exercice financier.

En effet, une étude détaillée d'économie d'énergie a été entreprise dans sept des plus importants édifices gérés par le ministère au cours des derniers mois du présent exercice; ces études se poursuivront en 1980-81 et la préparation des plans et devis décrivant les transformations devant être apportées aux installations existantes devrait être complétée sous peu.

De plus, cinq petits édifices de la région de Montréal ont été étudiés de façon plus sommaire grâce à la coopération de l'Université Concordia qui voulait ainsi mettre à l'épreuve son programme informatisé pour l'analyse des édifices. Ce programme a été conçu dans le but de déterminer, à peu de frais, les améliorations



*Des centres de contrôle électroniques comme celui de l'Industrielle à Pointe Ste-Foy seront de plus en plus utilisés par le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement pour assurer la surveillance des équipements mécaniques et l'application des mesures d'économie d'énergie dans les édifices gouvernementaux.*

souhaitables en vue de réduire au minimum la consommation d'énergie dans certains types d'immeubles.

par année; suite aux mesures prises, cet édifice ne consomme plus que 200 kilowatt-heures par année.

Une autre étude a par ailleurs été amorcée en vue de déterminer les critères à observer lors de la construction des réservoirs d'emmagasinement d'énergie. Les résultats de cette étude devraient permettre la construction d'équipements plus efficaces et mieux adaptés aux besoins de chaque édifice.

Pour assurer la cohérence des analyses faites par divers intervenants en matière d'économie d'énergie, la Division de l'économie d'énergie a préparé un rapport-type d'une soixantaine de pages qui servira de guide dans l'exploration des problèmes de consommation d'énergie.

En 1979-80, la réalisation du programme d'économie d'énergie du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement a débouché sur des travaux dont le coût a été évalué à plus de 1\$ million et les résultats obtenus à ce jour sont des plus encourageants. Mentionnons ici quelques exemples:

- L'édifice G (98 872 mètres carrés) qui consommait 659 kilowatt-heures par mètre carré par année en 1975-76, n'en consomme plus que 536 (une réduction de 18 pour cent).
- Au Palais de Justice de Montréal (123 168 mètres carrés), la réduction de l'éclairage en période inoccupée et la modification des températures dans les gaines de ventilation économiseront 2 000 000 de mètres cubes de gaz et 6 000 000 kilowatt-heures par année.
- L'édifice Jos Montferrand à Hull, construit avec un objectif de consommation d'énergie de 250 kilowatt-heures par année, affichait, au début de son occupation, un taux de consommation de 337,2 kilowatt-heures

**Contrats de services octroyés en 1979-80**

Types	Québec		Montréal		En province		Nord	
	Nombre	Coût	Nombre	Coût	Nombre	Coût	Nombre	Coût
Entretien ménager	101	3 752 096,00\$	46	2 119 678,00\$	115	1 890 971,00\$	—	—
Entretien des ascenseurs	42	187 664,00\$	9	214 325,00\$	24	100 740,00\$	—	—
Entretien paysager	3	94 388,00\$	4	43 350,00\$	55	199 695,00\$	—	—
Entretien mécanique et électrique	59	199 674,00\$	28	127 188,00\$	40	466 794,00\$	—	—
Entretien des plantes	7	100 273,00\$	1	33 500,00\$	1	11 763,00\$	—	—
Enlèvement des déchets	14	268 589,00\$	9	34 810,00\$	22	78 787,00\$	12	64 795,00\$
Enlèvement de la neige	34	368 500,00\$	14	187 316,00\$	71	413,010,00\$	—	—
Gardiennage	37	402 920,00\$	19	712 373,00\$	49	1 670 193,00\$	—	—
Vitres	—	—	1	3 175,00\$	—	—	—	—
Livraison d'eau	—	—	—	—	—	—	12	172 107,00\$
<b>Total:</b>	<b>297</b>	<b>5 194 104,00\$</b>	<b>131</b>	<b>3 475 715,00\$</b>	<b>377</b>	<b>4 831 953,00\$</b>	<b>24</b>	<b>237 002,00\$</b>

**Contrats de conservation et de réparation d'immeubles accordés en 1979-80  
dont le coût est inférieur à 25 000\$**

	Nombre	Coût total
Québec		
Contrats	2 279	2 357 800\$
Commandes d'exécution		
Montréal		
Contrats	141	822 800\$
Commandes d'exécution	800	181 700\$
En province		
Contrats	186	1 053 500\$
Commandes d'exécution	3 539	627 000\$
Nord		
Contrats	225	90 400\$
<b>Total:</b>	<b>7 170</b>	<b>5 133 200\$</b>

**Contrats de conservation et de réparation d'immeubles accordés en 1979-80  
dont le coût se situe entre 25 000\$ et 100 000\$**
**Région de Québec**

Endroit	Description	Coût
Édifice «A»	1 000 verges carrées de tapis (travaux en cours)	31 862\$
Édifices «A», «B» et «C»	Installation d'un système d'alarme (travaux en cours)	46 900\$
Édifice «G»	Réajustement des minimums d'air frais (travaux en cours)	33 660\$
	Installation d'une membrane (travaux en cours)	89 500\$
	Modification du système de ventilation (travaux en cours)	66 740\$
	Modification du système de gicleurs (travaux en cours)	70 836\$
	Isolation des planchers (travaux terminés)	77 300\$
	Isolation du plafond du 1er sous-sol	72 500\$
Édifice «H»	Mise à sec du réseau de gicleurs (travaux en cours)	73 246\$
Prison Charlesbourg	Installation d'un éclairage extérieur (travaux en cours)	31 500\$
	Installation de trois transformateurs (travaux en cours)	78 474\$

## Région de Québec

Endroit	Description	Coût
	Agrandissement de la porte d'accès (travaux en cours)	66 981\$
	Étude sur une bouilloire à vapeur (travaux terminés)	38 683\$
Complexe scientifique	Changement du drainage	28 400\$
2 700 Einstein	Changement du système de drainage (travaux en cours)	28 400\$
	Réfection de l'alimentation électrique des moteurs (travaux terminés)	25 900\$
	Peinture extérieure (travaux terminés)	25 300\$
30, St-Denis	Réparation des murs de maçonnerie (travaux en cours)	46 548\$
39, St-Louis	Réfection de la toiture (travaux terminés)	63 789\$
Divers édifices	Élimination de polluants liquides (travaux en cours)	35 000\$
	Réparation des produits réfractaires (travaux en cours)	32 750\$
<b>Total: 21</b>		<b>1 064 269\$</b>

## Région de Montréal

Endroit	Description	Coût
Centre d'accueil Beaudette	Cabanon et sortie de service	39 300\$
Hangar T-123, Dorval	Réparation de chaussée	73 002\$
	Remplacement des fenêtres	34 342\$
	Économie d'énergie — phase I	38 500\$
Musée d'Art contemporain	Amélioration de l'éclairage extérieur	34 606\$
Palais de Justice	Remplacement de couvre-planchers	32 000\$
	Installation de tapis	54 550\$
	Fourniture et installation d'un lave-vitres	32 800\$
1, Notre-Dame est	Réparation d'escaliers roulants	35 800\$
	Condensateurs	45 500\$
1701, Parthenais	Réparation de toiture	52 306\$
	Économie d'énergie — phase II	57 000\$

## Région de Montréal

Endroit	Description	Coût
11 000, Tanguay	Réparation de toiture	42 760\$
800, boul. Gouin	Remplacement des fenêtres	59 183\$
100, Notre-Dame est	Réfection de la toiture et des solins	71 895\$
<b>Total: 16</b>		<b>731 044\$</b>

## Régions en province

Endroit	Description	Coût
La Malbaie Palais de Justice	Amélioration du stationnement	65 700\$
Rimouski Centralisation	Pompes d'égouts	33 500\$
Rimouski Palais de Justice	Plafonds suspendus	25 000\$
St-Jérôme Centralisation	Zonage du chauffage et installation de volets à haute étanchéité	98 200\$
Rouyn Palais de Justice	Réfection du chauffage	27 800\$
New-Carlisle Palais de Justice	Réfection de l'entrée électrique	33 500\$
Nicolet Centralisation	Réfection du toit	38 600\$
Rivière-du-Loup Palais de Justice	Peinture intérieure	29 600\$
Sherbrooke Palais de Justice	Réfection de planchers	32 100\$
Trois-Rivières Palais de Justice	Peinture intérieure et diverses réparations	27 800\$
Waterloo Centre de réhabilitation	Réfection du toit	33 300\$
<b>Total: 12</b>		<b>475 100\$</b>

### Contrats de conservation et de réparation d'immeubles accordés en 1979-80 dont le coût est supérieur à 100 000\$

#### Région de Québec

Endroit	Description	Coût
Édifice «H»	Interconnection des deux réseaux d'eau refroidie (travaux en cours)	122 840\$
1075 chemin Ste-Foy	Murs extérieurs (travaux terminés)	105 334\$
1601 Semple	Réfection de la toiture (travaux terminés)	115 000\$
Édifice Joffre	Entrée des handicapés	137 400\$
<b>Total: 4</b>		<b>480 574\$</b>

#### Région de Montréal

Endroit	Description	Coût
535 Viger	Réparation et nettoyage de la maçonnerie	196 297\$
800 boul. Gouin Ouest	Réfection des systèmes de plomberie et chauffage Remplacement de la sous-station électrique	173 141\$ 183 000\$
1701 Parthenais	Économie d'énergie, phase I	124 980\$
<b>Total: 4</b>		<b>677 418\$</b>

#### Régions en province

Endroit	Description	Coût
Baie Comeau Palais de Justice et Centre de détention	Réfection de la toiture	158 200\$
Longueuil Édifice Montval	Climatisation	225 000\$
Percé Palais de Justice	Réfection de la toiture	159 300\$
<b>Total: 3</b>		<b>542 500\$</b>

**Programme 2****Exploitation des immeubles**

Éléments	1980-1981 \$	1979-1980 \$
<b>1.</b>		
Conservation et réparation des immeubles	14 557 700	11 644 300
<b>2.</b>		
Gestion des immeubles	49 455 100	39 537 300
<b>3.</b>		
Sécurité et stationnement	14 439 600	13 673 100
<b>4.</b>		
Courrier et messageries et services aux occupants	19 050 200	16 807 100

Super-catégories et catégories	Éléments				Sous- total
	1	2	3	4	
<b>Fonctionnement</b>			(\$'000)		
1. Traitements	3 371,1	9 684,7	11 154,6	4 361,3	28 571,7
2. Autres rémunérations	75,3	165,4	60,1	210,5	511,3
3. Communications	52,5	79,5	60,8	12 734,3	12 927,1
4. Services	110,2	11 089,3	2 902,2	1,6	14 103,3
5. Entretien	4 908,1	13 870,8	—	445,1	19 224,0
6. Loyers	46,2	20,0	—	350,1	416,3
7. Fournitures	1 243,9	14 398,5	202,3	579,8	16 424,5
	9 807,3	49 308,2	14 380,0	18 682,7	92 178,2
<b>Capital</b>					
2. Autres rémunérations	—	—	—	—	—
3. Communications	—	—	—	—	—
4. Services	205,0	—	—	—	205,0
6. Loyers	—	—	—	—	—
7. Fournitures	—	—	—	—	—
8. Équipement	157,0	146,9	59,6	367,5	731,0
9. Immobilisations	4 373,4	—	—	—	4 373,4
	4 735,4	146,9	59,6	367,5	5 309,4
<b>Transfert</b>					
10. Transfert	15,0	—	—	—	15,0
	14 557,7	49 455,1	14 439,6	19 050,2	97 502,6
Employés permanents	180	536	583	249	1 548
Employés à temps partiel	5	11	4	14	34
<b>Total (personnes-années)</b>	<b>185</b>	<b>547</b>	<b>587</b>	<b>263</b>	<b>1 582</b>



Éléments	1980-1981 \$	1979-1980 \$
<b>5.</b>		
Soutien logistique du Nord	10 812 500	10 048 700
<b>6.</b>		
Gestion interne et soutien	6 652 200	5 952 900
<b>Crédits à voter</b>	<b>114 967 300</b>	<b>97 663 400</b>

Super-catégories et catégories	Sous- total	Éléments		1980-1981	1979-1980
		5	6		
<b>Fonctionnement</b>			(\$'000)		
1. Traitements	28 571,7	941,6	6 138,2	35 651,5	32 456,3
2. Autres rémunérations	511,3	2 736,1	135,3	3 382,7	2 980,3
3. Communications	12 927,1	761,7	94,4	13 783,2	12 309,5
4. Services	14 103,3	650,5	—	14 753,8	8 151,8
5. Entretien	19 224,0	141,3	16,4	19 381,7	16 644,7
6. Loyers	416,3	212,7	—	629,0	327,9
7. Fournitures	16 424,5	4 025,2	214,1	20 663,8	19 779,4
	92 178,2	9 469,1	6 598,4	108 245,7	92 649,9
<b>Capital</b>					
2. Autres rémunérations	—	582,2	—	582,2	436,0
3. Communications	—	84,7	—	84,7	82,9
4. Services	205,0	72,6	—	277,6	333,0
6. Loyers	—	30,0	—	30,0	19,5
7. Fournitures	—	214,2	—	214,2	97,2
8. Équipement	731,0	359,7	53,8	1 144,5	1 553,2
9. Immobilisations	4 373,4	—	—	4 373,4	2 491,7
	5 309,4	1 343,4	53,8	6 706,6	5 013,5
<b>Transfert</b>					
10. Transfert	15,0	—	—	15,0	—
	97 502,6	10 812,5	6 652,2	114 967,3	97 663,4
Employés permanents	1 548	43	283	1 874	1 926
Employés à temps partiel	34	271	9	314	261
<b>Total (personnes-années)</b>	<b>1 582</b>	<b>314</b>	<b>292</b>	<b>2 188</b>	<b>2 187</b>

Direction générale  
de l'approvisionnement



## Approvisionnement

Ce programme regroupe les activités visant à procurer aux ministères et à certains organismes gouvernementaux les biens mobiliers nécessaires à la poursuite de leurs objectifs; ce programme est administré par la Direction générale de l'approvisionnement qui en plus de voir à la disposition des biens meubles publics excédentaires est également responsable du Bureau du contrôleur des assurances et du Fichier central des fournisseurs de services. La Direction générale de l'approvisionnement regroupe trois directions:

- Planification
- Opérations
- Coordination

### Vue générale

Organisme central d'achat et de location de biens mobiliers pour le gouvernement du Québec, la Direction générale de l'approvisionnement, mieux connue sous le nom de Service général des achats, a continué, en 1979-80, à planifier et à poursuivre ses objectifs tout en développant des mécanismes pour favoriser l'achat de produits et de services québécois, conformément aux politiques gouvernementales.

Les principales activités de cette direction générale au cours du dernier exercice financier ont été les suivantes:

- la révision et la mise à jour de la liste des organismes du gouvernement et la préparation des recommandations visant à faire modifier l'Arrêté en conseil 755 du 28 juillet 1954 concernant les organismes assujettis à la Loi des achats du gouvernement;

- la réalisation d'une étude concernant le regroupement des achats de fournitures de bureau et de matériel didactique par les commissions scolaires dans le but d'obtenir l'économie d'échelle et un contenu québécois maximum. Cette étude a été présentée à la Commission permanente interministérielle des achats;
- l'élaboration d'un manuel de procédures en matière d'approvisionnement destiné aux ministères et à certains organismes qui sera complété au cours du prochain exercice;
- la mise sur pied d'un programme visant à accentuer les échanges entre les responsables de l'approvisionnement des ministères et des organismes et le personnel de la Direction générale de l'approvisionnement;
- la révision complète du système d'achat et d'abonnement à des périodiques;
- la réalisation d'une étude sur la réglementation gouvernementale concernant les contrats d'achat.

Enfin, à la demande du ministère des Affaires sociales et de la Société d'habitation du Québec, la Direction générale de l'approvisionnement a octroyé des commandes au coût de 5 170 000\$ pour l'achat de diverses fournitures d'ameublement destinées au réseau de la Société d'hébergement du Québec et aux immeubles de la SHQ. Le regroupement des besoins de ces deux organismes a permis des économies d'échelle très appréciables et l'obtention de produits à contenu québécois élevé. La

réalisation de ces deux programmes sera poursuivie au cours du prochain exercice financier et les prévisions indiquent une augmentation des achats évaluée à 7\$ millions.

### Application de la politique d'achat

Grâce à son vaste pouvoir d'achat et de location et au regroupement des besoins, la Direction générale de l'approvisionnement joue un rôle important dans l'économie québécoise. Tant par les retombées économiques que par les débouchés qu'elle offre à l'industrie, elle peut, en favorisant les fournisseurs de biens et de services à contenu québécois, devenir un facteur important de relance économique.

Ainsi, au cours de l'exercice financier 1979-80, la Direction générale de l'approvisionnement a entrepris des démarches auprès du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme en vue de lui faire connaître les produits ou marchandises qu'elle doit obligatoirement acheter à l'extérieur du Québec. Ces démarches visaient à inciter les entreprises québécoises à s'implanter sur ces marchés.

En 1979-80, l'application de la politique d'achat a permis d'augmenter à plus de 71 pour cent (augmentation de plus de 7 pour cent comparativement à 1978-79) le contenu québécois dans les achats effectués par la Direction générale de l'approvisionnement.

### Informatique

Les contrats de location pour les terminaux légers du ministère des Affaires sociales arrivent à échéance au cours de l'été 1980. À l'occasion du remplacement des quelque 300 équipements requis, le ministère des Affaires sociales désire moderniser et améliorer la qualité de son système informatique. Il a donc opté pour le terminal de

type IBM 3276, 3278 et 3287 (SNA, SDLC).

À la demande de la Direction générale de l'approvisionnement, la firme COMTERM de Montréal a perfectionné un nouveau terminal offrant les mêmes caractéristiques que le modèle IBM. Des prototypes de ces nouveaux terminaux ont été produits à Montréal et sont actuellement l'objet de tests au ministère des Affaires sociales.

Si le terminal de COMTERM répondait aux attentes, l'intervention de la Direction générale de l'approvisionnement permettrait une économie d'environ 12 pour cent sur le prix d'achat tout en contribuant de façon substantielle à la présence du Québec sur le marché canadien et international de l'informatique.

### La gestion de la qualité

En 1979-80, le Service de la gestion de la qualité a assuré le suivi de près de 700 commandes et dans environ 20 pour cent



*Par ses exigences, le Service de gestion de la qualité contribue au développement des produits manufacturés au Québec. Ici, on mesure l'efficacité du contrôle de qualité effectué par le fournisseur concernant les contrats de bois traité.*

des cas, des problèmes ont pu être corrigés ou prévenus avant que les marchandises ne parviennent aux ministères qui les avaient requises.

Ce service a reçu par le biais des rapports de performance environ 800 plaintes concernant principalement des retards de livraison et des problèmes de qualité. Soulignons ici que le système de rapport de performance qui permet aux ministères d'assurer le suivi de leurs commandes a été intégré au Service de la gestion de la qualité, ce, en vue de favoriser une meilleure coordination des actions encadrant le travail des fournisseurs. La procédure régissant le fonctionnement de ce service a de plus été révisée et de nouveaux formulaires ont été préparés en vue d'augmenter l'efficacité des communications et hâter la prise de décision.

Dans le domaine des imprimés, le Service de la gestion de la qualité a coordonné le travail d'un comité interministériel chargé

de préparer divers documents (devis, guides, etc) dont l'utilisation permettra d'améliorer la qualité des imprimés achetés par le gouvernement. Tous les ministères et fournisseurs impliqués ont été informés de ces changements dont la mise en application débutera en 1981.

Concernant l'amélioration des systèmes de contrôle de la qualité des fournisseurs, mentionnons l'utilisation de la norme BNQ 9911-200 (Contrôle de la qualité — contrôle restreint en usine); cette norme qui sera d'abord appliquée dans l'industrie du meuble, permettra d'assurer un meilleur contrôle de la qualité des produits en cours de fabrication.

### **Aliénation des biens excédentaires**

La Direction générale de l'approvisionnement a également pour mandat de disposer des biens mobiliers excédentaires des ministères et des organismes du gouvernement.



*Le Service de la disposition des surplus du Service général des achats est responsable, entre autres, de la vente du matériel routier désuet et des camionnettes usagées du ministère des Transports. Ce Service a récupéré plus de 4 000 000\$ en ventes et transferts de biens divers au cours de l'année 1979-80.*

En 1970-80, les principales réalisations de ce service ont été les suivantes:

- la récupération et la vente d'environ 10 000 carcasses de pneus dans chacun des 46 districts du ministère des Transports;
- la diffusion d'une technique utilisant des conteneurs pour l'empilage des rebuts ferreux et non-ferreux et la vente de ceux-ci par contrat annuel;

— la régionalisation des ventes par soumissions publiques des véhicules usagés de la Sûreté du Québec;

— la réalisation des différentes phases du projet-pilote de recyclage des rebuts de papier à l'édifice Parthenais.

Le tableau suivant donne un aperçu des sommes impliquées dans la vente et le transfert des biens excédentaires au cours des trois derniers exercices financiers:

Année	Transferts	Ventes	Totaux
1977-78	1 774 059\$	2 234 467\$	4 008 526\$
1978-79	452 759\$	1 935 501\$	2 388 260\$
1979-80	1 651 352\$	1 545 723\$	3 197 075\$

## Gestion des stocks

En vue de faciliter l'approvisionnement en fournitures de bureau, la Direction générale de l'approvisionnement opère un réseau de magasins localisés dans les édifices où le nombre de fonctionnaires est très élevé. Les fournitures sont achetées par la Direction des opérations et le Service de la gestion des stocks a la responsabilité de commander, d'entreposer et de vendre au prix coûtant les marchandises requises par les ministères et les organismes clients. Afin de garantir un approvisionnement rapide et au meilleur coût, le Service de la gestion des stocks effectue ses transactions à partir d'un fonds renouvelable de 1 900 000\$ qui permet de profiter du marché et des escomptes lors du paiement des factures. Les fournitures sont vendues aux organismes clients qui remboursent le fonds renouvelable à même leur budget.



Le magasin central du Service général des achats à Ville-Vanier où s'approvisionnent les différents ministères et organismes en matériel de bureau et formulaires. Douze employés s'occupent de cette marchandise dont la valeur totale s'élève à plus de 1 000 000\$.

## Statistiques de vente

	1978-79	1979-80
Ventes	5 321 000\$	6 038 000\$
Réquisitions FA-100 traitées	41 500\$	43 100\$

Au cours de l'exercice financier 1979-80, le Service de la gestion des stocks a mis sur pied, en collaboration avec le Service de perfectionnement du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement, un programme de formation en gestion des stocks et en approvisionnement à l'intention des employés de ce service et de quelques fonctionnaires de divers ministères. Ce programme sera éventuellement diffusé auprès d'autres fonctionnaires des ministères et des organismes du gouvernement au cours des années à venir.

### Service des fournisseurs et de la location

Ce service élabore la classification et la codification des produits et des sources d'approvisionnement, en établit le catalogue et détermine des normes tarifaires relatives à la location de certains biens mobiliers. En plus de maintenir à jour le Répertoire des fournisseurs de biens mobiliers, il produit le Répertoire des taux de location et le Répertoire des loueurs de machinerie lourde.

### Répertoire des taux de location

Depuis 1979, la Direction générale de l'approvisionnement émet annuellement le Répertoire des taux de location à l'intention des ministères et des organismes visés par la Loi des achats.

Ce tarif dont la méthode de calcul et les données de base portent l'approbation du Conseil du trésor, détermine la rémunération maximale consentie par le gouver-

nement du Québec en matière de location de biens meubles.

L'édition 1980 comporte des modifications au niveau du classement des excavatrices hydrauliques et des chargeurs sur roues. La reclassification a été effectuée en fonction de nouvelles normes établies en collaboration avec l'Association canadienne des distributeurs d'équipement.

### Répertoire des loueurs de machinerie lourde

Conformément aux règlements et directives du Conseil du trésor concernant la location de machinerie lourde, la Direction générale de l'approvisionnement constitue annuellement, depuis 1979, un Répertoire des loueurs, suite à un appel d'offres public.



Utilisé par tous les ministères et organismes qui louent de la machinerie lourde, le Répertoire des loueurs de machinerie lourde comprend, entre autres, la description d'environ 10 000 unités d'équipement lourd.



Ce répertoire contenant l'identification du loueur, la description des machines offertes et les taux qu'il a soumis, est diffusé dans chacun des districts de la province, aux gestionnaires des ministères à qui incombe la responsabilité d'attribuer les contrats de location.

L'édition courante, au moment de son entrée en vigueur, le 1er avril 1980, contenait

les noms de 2 152 loueurs et un total de 9 582 machines. Les données statistiques fournies au cours de l'exercice financier 1978-79 par les quatre principaux ministères impliqués, situent à environ 22\$ millions le montant des contrats de location attribués dans le cadre de ce répertoire.

### Les achats de biens mobiliers effectués par le gouvernement

Grilles comparatives des achats effectués par la Direction générale de l'approvisionnement pour le compte des ministères et des organismes désignés et payés à même leurs budgets:

Répartition des achats par classe de produits	1978-1979		1979-1980	
	Nombre de commandes	Milliers de dollars	Nombre de commandes	Milliers de dollars
Animaux vivants	5	18	1	3
Proviandes animales	108	780	70	889
Équipement agricole	165	572	133	560
Fertilisants, pesticides	167	2 399	131	1 311
Équipement d'élevage	31	75	27	72
Produits végétaux	104	311	69	369
Créations artisanales	8	9	3	6
Véhicules automobiles	1 348	16 958	638	16 779
Pièces et accessoires pour véhicules moteurs	327	561	217	1 094
Pneus et chambres à air	96	1 850	99	1 693
Équipements de garage	184	303	163	325
Avions, bateaux, trains	384	2 089	228	4 965
Équipement de minage et de forage	59	270	50	198
Équipement de manutention	49	204	53	282
Équipement de pouvoir et de transmission	157	291	188	646
Machinerie lourde et équipements divers de construction	259	5 640	215	5 364
Équipement anti-incendies et appareils de sécurité	176	403	164	423
Produits pétroliers et combustibles	400	22 513	379	29 076
Produits bitumineux	20	13 278	33	26 757
Produits chimiques pour entretien des routes	99	19 113	104	23 007
Matériaux de maçonnerie	457	6 327	277	5 696
Ateliers	95	598	83	2 287
Matériaux de construction	144	300	133	447
Armes à feu et explosifs	63	630	42	840
Spécialités de construction	62	210	61	232

Répartition des achats par classe de produits	1978-1979		1979-1980	
	Nombre de commandes	Milliers de dollars	Nombre de commandes	Milliers de dollars
Bois	786	7 612	614	4 684
Produits de fonderie	25	126	32	116
Produits ferreux	581	5 228	437	5 491
Produits non ferreux	78	2 293	70	3 222
Câbles, visserie, etc	228	446	134	274
Tuyauterie, plomberie et chauffage	416	1 380	319	840
Peinture	290	8 368	128	3 657
Verre, plastique	46	104	29	61
Structures préfabriquées et échafaudages	36	311	32	1 254
Quincaillerie	450	737	353	637
Soudure	150	353	121	298
Outils à main	6	8	3	3
Machinerie et fournitures industrielles	78	155	62	231
Équipements commerciaux d'entreprises	168	403	244	702
Fournitures électriques	403	2 525	358	3 806
Équipements électroniques	534	3 412	434	4 361
Distributeurs d'énergie électrique	132	502	78	1 017
Éclairage, réfrigération, ventilation	295	3 050	211	1 539
Instruments scientifiques et de laboratoire	609	2 127	460	1 958
Produits chimiques de laboratoire	78	136	44	89
Rayons-X	11	40	17	404
Équipements photographiques	398	1 339	255	1 259
Produits pharmaceutiques	356	989	337	1 595
Équipements dentaires	2	3	5	8
Produits de beauté	5	14	12	42
Abonnements et réabonnements	18 217	1 536	5 081	388
Livres, manuels	273	810	166	453
Fournitures de bureau	676	3 724	602	4 419
Fournitures dessinateurs et artistes	297	1 133	184	775
Machines de bureau	1 425	39 310	1 277	28 553
Ameublements	560	10 034	401	7 724
Paniers et contenants	335	3 887	216	2 624
Impressions	3 201	19 401	2 712	25 387
Équipements d'imprimerie	171	1 165	64	1 066
Textiles, rideaux, vénitiennes	152	486	117	1 146
Laines, fibres synthétiques	20	329	14	234
Vêtements	365	1 926	278	1 605
Chaussures	88	804	63	535
Couvre-planchers	99	886	75	405
Articles de camping	24	64	33	73
Cuir, fourrures	2	13	8	7
Équipements et fournitures de police	53	194	57	277
Viandes, poissons et fruits de mer	386	1 910	383	2 156
Produits laitiers et avicoles	70	440	63	426
Produits de boulangerie	43	189	30	170
Épicerie	263	876	208	873
Boisson, tabac, bonbons	39	563	37	858

Répartition des achats par classe de produits	1978-1979		1979-1980	
	Nombre de commandes	Milliers de dollars	Nombre de commandes	Milliers de dollars
Produits d'entretien et de nettoyage	347	654	237	963
Bijouterie	17	83	2	15
Instruments de musique, disques	54	225	1	1
Équipements sportifs	105	153	87	128
Oeuvres d'art	3	3	1	6
<b>Total:</b>	<b>38 413</b>	<b>228 611</b>	<b>20 544</b>	<b>242 221</b>

### Le fichier central des fournisseurs de services et des entrepreneurs en construction

Le Fichier central des fournisseurs a été mis sur pied à l'automne 1977 à la suite de la mise en application de la nouvelle politique d'adjudication de contrats du gouvernement du Québec. Le Fichier central regroupe sept fichiers où sont inscrits les noms de plus de 5 500 fournisseurs de services et entrepreneurs en construction.

Ce nouveau mode de sélection des fournisseurs permet une meilleure administration des fonds publics et vise à donner une chance égale à tous les fournisseurs lors de l'adjudication des contrats de services et de construction. Le Fichier central est sous la responsabilité de la Direction générale de l'approvisionnement.

#### Constitution des fichiers

Tous les fournisseurs sont regroupés dans sept fichiers spécialisés:

- F-02 Entrepreneurs en construction;
- F-03 Professionnels reliés à la construction et au génie en général;
- F-04 Professionnels reliés à l'administration;
- F-05 Services reliés à l'audio-visuel et aux arts graphiques;
- F-06 Services auxiliaires;
- F-07 Services reliés à la sécurité;

#### F-08 Services reliés à la publicité.

Quant aux services d'avocats et de notaires, aux services de nolisement d'avions et aux services de déneigement des routes, ils sont exclus du Fichier central et relèvent des ministères concernés, compte tenu de leur caractère particulier.

Tous les fournisseurs doivent rencontrer les critères d'admissibilité prescrits, entre autres, avoir une place d'affaires au Québec et les permis requis par la loi. Dans le cas des services professionnels, le fournisseur doit avoir une expérience d'au moins deux ans dans sa spécialité pour avoir droit à une inscription au premier niveau d'honoraires, alors que le niveau le plus élevé suppose un minimum de cinq ans d'expérience.

#### Constitution des listes

Les fichiers regroupent les fournisseurs par spécialité. En outre, pour les fichiers 02, 03, 06, et 07, les fournisseurs sont de plus regroupés sur une base régionale et sous-régionale. Toutes les listes sont ventilées en plusieurs niveaux d'honoraires. Dans tous les cas, l'ordre de sortie des fournisseurs est déterminé de façon aléatoire au moyen d'un ordinateur.

Le Fichier central est constitué d'autant de listes (plus de 25 000 listes différentes) qu'il y a d'ensembles possibles à con-

sidérer pour l'adjudication des contrats (le fichier désigné, la spécialité, le lieu des travaux et le niveau d'honoraires).

### Traitement des réquisitions

Lorsque les ministères ou les organismes utilisateurs ont à attribuer des contrats qui n'ont pas à faire l'objet de soumissions publiques, ils transmettent une demande au Fichier central des fournisseurs. Le personnel du Fichier central utilise la liste désignée selon la spécialité, la région et le niveau correspondant au montant estimé des honoraires, et transmet le ou les noms, selon le cas. Lorsqu'une liste est épuisée, une nouvelle liste est constituée de façon aléatoire.

Le fonctionnement de ce mécanisme a suivi le calendrier d'entrée en vigueur des divers fichiers:

le 1er mai 1978: F-04  
F-05  
F-08

le 16 octobre 1978: F-03  
F-06  
F-07

le 1er février 1979: F-02

Depuis, le Fichier central a traité 7 102 réquisitions des ministères pour un montant total de 131 700 000\$. Ce montant doit être interprété à la lumière du nombre de mois durant lequel les fichiers ont été en opération, soit 135.6 mois pour tous les fichiers, ou un peu plus de 19 mois, en moyenne, pour chaque fichier.



*Plus de 4 000 réquisitions provenant des différents ministères et organismes ont été traitées au Fichier central au cours du dernier exercice financier.*

### Tableau 1

Progression de l'inscription des fournisseurs de services pour l'année se terminant le 31 mars 1980

Nom du fichier	No	Inscriptions au cours de 1979-80	Inscriptions au 80-03-31
Entrepreneurs en construction	02	600	2 404
Professionnels de la construction	03	112	1 002
Professionnels de l'administration	04	113	369
Audio-visuel et arts graphiques	05	123*	275
Services auxiliaires	06	277	1 041
Services reliés à la publicité	07	5	110
Publicité	08	110*	65
<b>Total:</b>		<b>874</b>	<b>5 266</b>

\* Ces diminutions nettes découlent des changements apportés, dans les critères d'admission relatifs aux nouvelles spécialités retenues

**Tableau 2****Réquisitions traitées par fichier et coûts estimés des projets correspondants**

	No	Période depuis l'entrée en vigueur du fichier*	Année 1978-1979		Année 1979-1980	
			Nombre de réquisi- tions	Coût estimé des projets	Nombre de réquisi- tions	Coût estimé des projets
			(en mois)	(en milliers \$)	(en milliers \$)	(en milliers \$)
Entrepreneurs en construction	02	2.0	341	3 727,5	1 235	13 204,2
Professionnels de la construction	03	5.5	1 083	17 872,4	1 343	41 093,7
Professionnels de l'administration	04	11.0	226	5 189,2	290	7 171,8
Audio-visuel et arts graphiques	05	11.0	247	2 779,9	246	3 258,1
Services auxiliaires	06	5.5	707	5 395,3	583	6 200,0
Services reliés à la sécurité	07	5.5	107	11 918,5	122	1 040,5
Publicité	08	11.0	56	7 965,7	45	12 868,7
<b>Total:</b>		<b>51.5</b>	<b>2 797</b>	<b>44 848,5</b>	<b>3 864</b>	<b>86 837,1</b>

\* Ces données peuvent couvrir des périodes plus longues, étant donné que certains ministères se sont prévalus des services du Fichier avant la date d'entrée en vigueur des directives.  
Par ailleurs, aucune réquisition ne fut traitée avant le 1er mai 1978.

**Les résultats de l'opération****Tableau 3**

Nombre de fournisseurs inscrits et nombre de noms transmis aux ministères et autres organismes utilisateurs avec indications du rapport entre ces deux nombres.

Nom du fichier	No	Année 1978-1979			Année 1979-1980		
		Nombre de fournisseurs		Rapports 2/1 (3)	Nombre de fournisseurs		Rapports 5/4 (6)
		Inscrits (1)	Transmis* (2)		Inscrits (4)	Transmis (5)	
Entrepreneurs en construction	02	1 804	2 080	1.15	2 404	7 646	3.18
Professionnels de la construction	03	890	1 391	1.56	1 002	2 411	2.41
Professionnels de l'administration	04	256	1 048	4.09	369	1 367	3.70
Audio-visuel et arts graphiques	05	398	806	2.03	275	886	3.22
Services auxiliaires	06	764	1 977	2.69	1 041	2 356	2.26
Services reliés à la sécurité	07	105	474	4.51	110	197	1.79
Publicité	08	175	323	1.85	65	348	5.35
<b>Total:</b>		<b>4 392</b>	<b>8 099</b>	<b>1.84</b>	<b>5 266</b>	<b>15 211</b>	<b>2.89</b>

\* Ces données ne couvrent qu'une partie de l'année financière 1978-79.

Il apparaît intéressant de noter que les différents ministères et organismes ont confirmé l'adjudication de 4 231 contrats à des fournisseurs identifiés par le Fichier.

### **Contrôleur des assurances**

Ce service a pour tâche de surveiller l'application de la politique de non-assurance du Conseil du trésor. Il agit également à titre de consultant auprès des ministères et des organismes qui exigent diverses

couvertures d'assurances de la part de tiers avec lesquels ils ont des relations d'affaires. Dans certains cas d'exception, le Service du contrôleur des assurances peut procéder par appels d'offres publics.

<b>Année 1979-80</b>	<b>Nombre</b>	<b>Prime</b>
1. Contrats adjugés à la suite d'une soumission publique	8	152 356\$
2. Contrats adjugés à la suite d'un appel d'offres sur invitation	1	1 200\$
3. Contrats renouvelés 2e et 3e versements	41	616 898\$
4. Contrats vérifiés pour les ministères et organismes	466	
5. Renouvellements vérifiés pour les ministères et organismes	202	

**Programme 3****Approvisionnement**

	1980-1981	1979-1980
	\$	\$
<b>Crédits à voter</b>	<b>4 353 700</b>	<b>3 914 800</b>
<b>Super-catégories et catégories</b>	<b>1980-1981</b>	<b>1979-1980</b>
<b>Fonctionnement</b>	<b>(\$'000)</b>	
1. Traitements	3 969,7	3 539,5
2. Autres rémunérations	123,7	143,0
3. Communications	107,5	102,4
4. Services	27,7	26,4
5. Entretien	2,3	2,2
6. Loyers	13,6	12,9
7. Fournitures	71,6	75,9
11. Autres dépenses	1,6	1,5
	<b>4 317,7</b>	<b>3 903,8</b>
<b>Capital</b>		
8. Équipement	36,0	11,0
	<b>4 353,7</b>	<b>3 914,8</b>
Employés permanents	175	176
Employés à temps partiel	9	11
<b>Total (personnes-années)</b>	<b>184</b>	<b>187</b>

Ce budget en est un de fonctionnement, tous les achats effectués pour le compte des ministères et des organismes étant payés à même leurs propres budgets.

**Direction générale  
de la gestion**





## Gestion interne et soutien

Le programme de gestion interne et de soutien regroupe les activités reliées au soutien administratif nécessaire à la gestion des ressources humaines, matérielles et financières du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement conformément aux lois et directives en vigueur. Ces responsabilités sont assumées par la Direction générale de la gestion qui doit aussi suggérer toute modification susceptible d'améliorer la gestion du ministère et favoriser la réalisation de ses objectifs. Cette direction générale comprend cinq directions:

- Personnel
- Services financiers
- Contrats
- Organisation
- Communications

### Vue générale

Au cours de l'exercice financier 1979-80, la Direction générale de la gestion a fourni le support administratif habituel à l'ensemble du ministère tout en portant une attention particulière à l'amélioration générale des services qu'elle fournit.

### Direction du personnel

La Direction du personnel est responsable des services de dotation, de perfectionnement et des relations de travail. Elle agit également à titre d'intermédiaire entre le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement et le ministère de la Fonction publique dans les tâches reliées au fonctionnement du système informatisé de gestion du personnel.

Au Service de la dotation, l'exercice finan-

cier 1979-80 a été marqué par la mise en application de la nouvelle loi sur la fonction publique et des règlements qui s'y rattachent, notamment dans les domaines de la tenue des concours de promotion, des nominations, de la dotation, de la classification et de l'évaluation du niveau des emplois.

Au cours de cette période, le taux des postes vacants, compte tenu des effectifs autorisés totaux, est passé de 4,7 pour cent à 3,8 pour cent.

Le Service de la dotation a été impliqué dans les différentes opérations administratives entourant la syndicalisation du personnel nordique: participation aux négociations, au calcul des rétroactivités de salaire pour plus de 800 employés et ex-employés ainsi qu'à la renégociation de certains protocoles d'entente avec les ministères auxquels le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement fournit des services de soutien en territoire nordique.

De son côté, le Service des relations de travail a terminé la mise à jour d'une jurisprudence du travail qui datait de 1968. Ce travail a signifié l'analyse, la synthèse et la classification de 547 sentences arbitrales en 1979-80.

Le Service des opérations a procédé, pour sa part, à une réorganisation interne de ses services qui comprennent maintenant deux sections: bien-être/avantages marginaux et gestion de la paie/assiduité; ce service assume dorénavant la fonction «accueil» pour les nouveaux employés du ministère.

En 1979-80, le Service des opérations a dû également voir à la mise en application du nouveau système automatisé de gestion des informations sur le personnel (S.A.G.I.P.), effectuer des compilations de base d'envergure au chapitre des données sur l'assiduité et réduire les délais de production des chèques de paie des nouveaux employés, délais qui se situent maintenant à 22 jours ouvrables comparativement à plus de 29 jours dans les autres ministères.

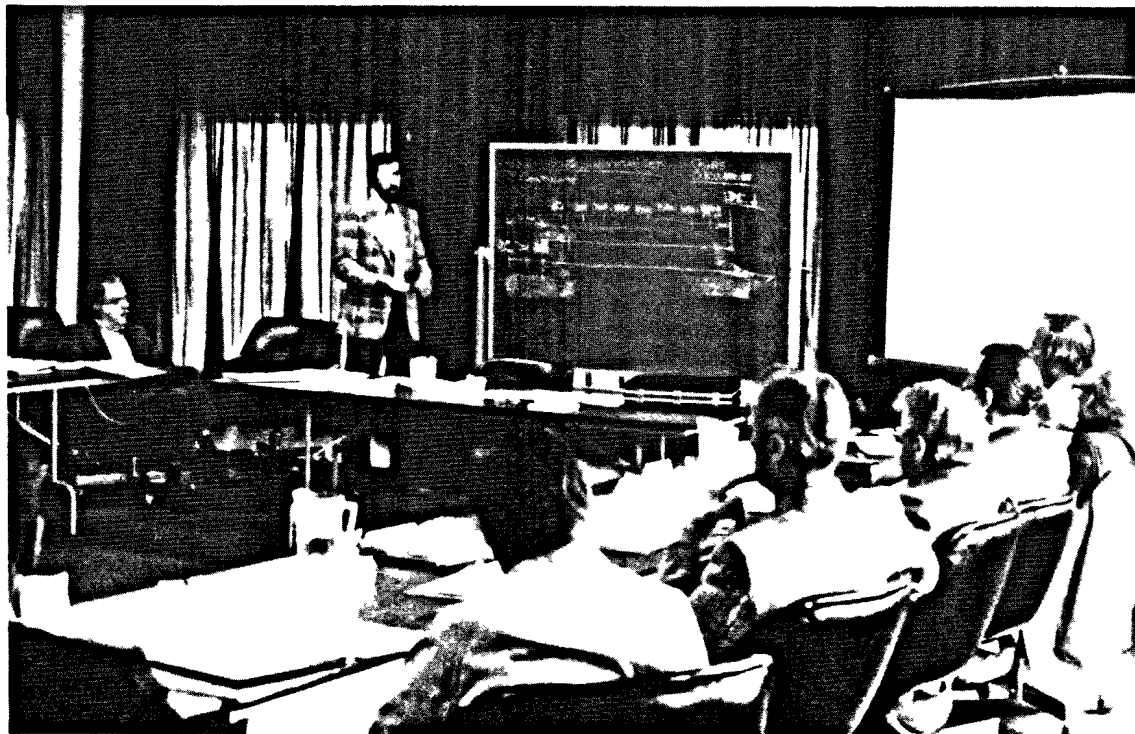
Dans les domaines relatifs au perfectionnement et à la formation, la Direction du personnel a coordonné l'élaboration et la réalisation du plan annuel, en plus de voir à l'organisation de plusieurs sessions de formation «sélection plus» dans le cadre de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur la fonction publique.

## **Direction des services financiers**

Au cours de l'exercice financier 1979-80, la Direction des services financiers a vu à coordonner la préparation et l'exécution du budget tout en assurant la perception des revenus et des comptes à recevoir.

Cette direction a d'autre part créé quatre comptes en fidéicomis pour le paiement des dépenses locales inférieures à 100\$; cette mesure a permis de réduire d'environ 12 jours les délais de paiement aux fournisseurs.

À l'occasion de grèves prolongées, la Direction des services financiers a aussi collaboré avec la Direction de la comptabilité à la mise sur pied des équipes d'urgence affectées à la production manuelle de chèques à l'intention des fournisseurs du ministère des Travaux



*Des cours de perfectionnement ont été organisés, entre autres, pour des contremaîtres du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement.*

publics et de l'Approvisionnement.

Enfin, concernant la perception des comptes à recevoir, cette direction a continué à faire pression sur les débiteurs du ministère de sorte qu'au 31 mars 1980, les sommes à recevoir ne représentaient plus que trois mois de facturation.

### **Direction des contrats**

Cette direction est responsable de l'application des lois et règlements concernant l'adjudication des contrats de construction, d'aménagement, de réparation et de services auxiliaires et professionnels pour toutes les unités administratives du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement.

#### **Contrats d'entreprises**

Au Service des contrats d'entreprises, l'exercice financier 1979-80 a été marqué

par la mise en application des procédures relatives au fonctionnement du Fichier central des fournisseurs. Cette période de rodage a été l'occasion de réduire les délais d'octroi de contrats d'environ 10 jours ouvrables dans les cas où les appels d'offres sur invitation étaient utilisés.

La procédure d'appels d'offres publics a été utilisée à 102 occasions au cours de 1979-80, alors que 598 contrats étaient octroyés via la procédure sur invitation. La valeur totale des contrats octroyés a atteint 44\$ millions.

#### **Contrats de professionnels**

Le Service des contrats de professionnels a vu à l'organisation et au fonctionnement de 23 comités de sélection chargés de choisir des firmes de professionnels. Ce service a également préparé la réglementation relative au concours visant à choisir



*Des soumissionnaires à l'occasion d'une ouverture de soumissions par les représentants de la Direction des contrats.*

une équipe de professionnels pour la réalisation du projet de construction du Palais de Justice de Québec.

En 1979-80, le Service des contrats de professionnels a procédé à 451 interventions comparativement à 356 interventions en 1978-79. Ces opérations impliquaient des déboursés de l'ordre de 13\$ millions.

### **Estimation et négociation**

Le Service d'estimation et de négociation agit à titre de soutien administratif auprès des deux autres services de la Direction des contrats et de plusieurs directions du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement.

En plus de voir à la préparation de 39 budgets-programmes de construction dont le coût a été évalué à 182,2\$ millions, ce service a répondu à 1 185 demandes diverses relatives à des contrats évalués à 22\$ millions.

Enfin, le Service d'estimation et de négociation a préparé les coûts d'objectifs de deux projets impliquant des investissements de plus de 7,8\$ millions. Cette nouvelle méthode d'octroi de contrat favorise, entre autres, un meilleur contrôle du budget et du suivi des projets.

## Statistiques: Direction des contrats

## Répartition par région des contrats d'entreprises octroyés en 1979-80 en 1 000\$

Types de contrats	Régions										Totaux toutes régions
	Rég. 01 Gaspésie Bas St-L.	Rég. 02 Chicou- timi Lac St-J.	Rég. 03 Québec	Rég. 04 Mauricie Bois- de l'Est	Rég. 05 Cantons de l'Est	Rég. 06 Mont- treal	Rég. 07 Outaou- ais	Rég. 08 Nord- ouest Abitibi	Rég. 09 Côte- nord	Rég. 10 Nou- veau- Québec	
Construction	947	4 149	6 988	—	484	5 739	133	1 174	1 135	—	20 749
Aménagement	1 047	772	6 070	642	128	2 600	36	10	130	—	11 890*
Exploitation	536	44	1 676	223	155	2 145	53	33	220	—	5 085
Déneigement	24	19	196	—	12	282	9	2	28	—	572
Entretien paysager	22	15	116	39	16	43	8	21	10	—	290
Plantes	—	—	88	—	—	—	—	—	—	—	88
Entretien ménager	20	49	1 098	20	28	614	207	—	33	—	2 069
Vidanges	25	2	1	1	—	26	—	—	—	—	55
Entretien d'ascenseurs	6	1	78	8	7	153	—	5	1	—	259
Entr. mécan. & électr.	5	140	18	2	—	101	—	—	—	—	266
Gardiennage	—	—	47	—	—	172	—	—	—	—	219
Système de protection	1	—	27	—	—	71	—	—	—	—	99
Extermination	—	—	19	—	—	—	—	—	—	—	19
Déménagement	—	—	258	—	—	—	—	—	—	—	258
Autres, divers	—	15	152	—	—	36	—	—	—	741	944
<b>Totaux des régions:</b>	<b>2 633</b>	<b>5 206</b>	<b>16 832</b>	<b>935</b>	<b>830</b>	<b>11 982</b>	<b>446</b>	<b>1 245</b>	<b>1 557</b>	<b>741</b>	<b>42 862*</b>

\* En plus des chiffres du tableau, ces totaux comprennent un montant de 455 000\$ en frais d'aménagement pour les édifices du Québec à l'étranger.

## Direction de l'organisation

La Direction de l'organisation comprend quatre services: systèmes et méthodes, informatique, approvisionnement et gestion des documents. Ils fournissent des services d'analyse-conseil et de développement dans les deux premiers cas et des services d'opérations dans les deux derniers cas.

En 1979-80, cette direction a vu, entre autres, à la mise sur pied et à l'organisation d'un service d'informatique ainsi qu'à la prise en charge du développement des systèmes informatisés nécessaires à la poursuite des objectifs du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement.

### Systèmes et méthodes

Au cours du dernier exercice financier, le Service des systèmes et méthodes a effectué plusieurs interventions dans le domaine des procédés administratifs, notamment en ce qui a trait aux commandes d'exécution de 3 000\$ et moins qui peuvent maintenant être adjudgées directement par les unités concernées; ce service est également intervenu dans le cas des paiements de dépenses locales inférieures à 100\$ et dans le domaine du contrôle des revenus et des recettes. Il a en outre réalisé plusieurs interventions au niveau de la gestion financière, de la gestion du personnel et de l'organisation des structures administratives.

### Informatique

En 1979-80, le Service de l'informatique a continué à voir au développement du système de la banque d'immeubles et de celui des coûts d'exploitation des immeubles.

Ce service est également responsable de la mise au point d'un système de repérage et de classement des plans des édifices du ministère des Travaux publics et de

l'Approvisionnement et de la préparation d'une étude sur les activités et les besoins du ministère en informatique.

### Gestion des documents

Le Service de la gestion des documents est responsable de la reprographie, du dépôt central des documents semi-actifs, de la photothèque et de la planothèque. En 1979-80, la section reprographie a réalisé plus de 8 000 000 de copies au coût moyen de 2,3 cents la copie, ce qui représente une augmentation de coût de moins de 5 pour cent en deux ans d'exploitation.

Le Dépôt centralisé des documents gouvernementaux semi-actifs a procédé, pour sa part, à l'intégration des dossiers du ministère des Communications et de ceux de la Commission des loyers, en plus d'effectuer le repérage et le prêt de plus de 17 400 dossiers.



*Le Dépôt centralisé de documents semi-actifs a intégré au cours de l'exercice les dossiers du ministère des Communications ainsi que ceux de la Commission des loyers.*

La photothèque a poursuivi d'autre part la mise sur pied d'un inventaire de photographies des édifices gouvernementaux qui compte maintenant près de 3 800 clichés en noir et blanc et 700 autres clichés en couleur représentant des édifices dont la valeur patrimoniale est reconnue.

### Approvisionnement

En 1979-80, le Service de l'approvisionnement a effectué environ 1 800 achats pour le compte des diverses directions du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement. Ces achats impliquaient des déboursés de l'ordre de 500 000\$. Ce service a d'autre part administré le compte ministériel des communications et procédé à la distribution des 330 espaces de stationnement dont dispose le ministère sur la colline parlementaire.

Signalons enfin que ce service a temporairement pris la relève de la Direction générale de l'exploitation des immeubles (région de Québec) en vue d'implanter un système d'approvisionnement et de contrôle des stocks. Les services offerts à la clientèle ont ainsi pu être améliorés et les coûts de tenue d'inventaires sensiblement réduits.

### Direction des communications

La Direction des communications a continué d'assurer la réalisation de son plan d'implantation et de développement en poursuivant sa publication habituelle et également en élaborant et en diffusant diverses publications telles: Le constable spécial, Aide-mémoire en cas d'appel à la bombe, Attention à la personne qui en veut à vos biens, La gestion de matériel, Le fichier central des fournisseurs (cinq brochures), Le Palais de Justice de Québec, Le Service du courrier et des messageries ainsi que Le guide du fournisseur du SGA.

Au cours de l'exercice 1979-80, le ministère a contribué à la conservation et à la rénovation de nombreux édifices dont la vocation a été réorientée. La Direction des communications a donc réalisé à l'intention des architectes et ingénieurs une série de brochures traitant en profondeur de ces travaux en vue d'une exposition montée à l'occasion du congrès Conservation, Réhabilitation et Recyclage d'édifices publics à Québec. Cette exposition a été présentée en plusieurs endroits et permis à un public nombreux d'apprécier cet effort de conservation du patrimoine national.

En plus d'être présente au congrès de l'Ordre des ingénieurs et des architectes, au Salon de l'horticulture, au Salon des arts graphiques, etc., la Direction des communications a préparé et réalisé près de quarante manifestations publiques pour souligner l'inauguration et le lancement des travaux d'édifices appartenant à des organismes de l'administration aux quatre coins du Québec. Des projets de plus grande envergure et dont la réalisation s'étend sur plusieurs années, tel le Palais des congrès de Montréal, ont fait l'objet de plans de communication particuliers afin de tenir la population au fait des progrès de construction selon les échéanciers prévus.

La Direction des communications a aussi réalisé une série de documents audiovisuels sur chacun des fichiers formant le Fichier central des fournisseurs de services du gouvernement et en a assuré la présentation en milieux pertinents.



## Gestion interne et soutien

### Programme 04

Éléments	1980-1981 \$	1979-1980 \$
1. Direction	1 094 900	1 228 600
2. Soutien administratif	4 856 000	3 676 200
<b>Crédits à voter</b>	<b>5 950 900</b>	<b>4 904 800</b>

Super-catégories et catégories	Éléments		1980-1981	1979-1980
	1	2		
<b>Fonctionnement</b>				
			(\$'000)	
1. Traitements	1 034,1	3 476,2	4 510,3	3 859,6
2. Autres rémunérations	6,9	114,4	121,3	122,9
3. Communications	29,8	77,9	107,7	114,3
4. Services	13,3	342,1	355,4	136,6
5. Entretien	0,1	9,1	9,2	2,3
6. Loyers	3,5	235,2	238,7	263,8
7. Fournitures	3,2	494,3	497,5	325,1
11. Autres dépenses	1,8	21,0	22,8	37,2
	1 092,7	4 770,2	5 862,9	4 861,8
<b>Capital</b>				
8. Équipement	2,2	85,8	88,0	43,0
	1 094,9	4 856,0	5 950,9	4 904,8
Employés permanents	38	173	211	193
Employés à temps partiel	—	8	8	9
<b>Total (personnes-années)</b>	<b>38</b>	<b>181</b>	<b>219</b>	<b>202</b>

 **Éditeur officiel**  
Québec

Bibliothèque de l'Assemblée nationale



QL A 065 534